Vendredi

9 juin 1995 n° 253 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

Les quatre paris de la gauche

Avec les élections municipales, la gauche en général, les socialistes en particulier, peuvent éviter à notre pays l'instauration d'un État RPR, en rééquilibrant des pouvoirs que la droite, au lendemain de l'élection présidentielle, voudrait confisquer selon une interprétation pour le moins hasardeuse des canons de notre démocratie. Nous avons ainsi l'occasion de délivrer un message, de présenter un projet en cohérence avec nos priorités nationales, de faire sur le terrain la démonstration de notre profonde volonté réformatrice, d'y incarner une politique de sincérité, de lutte contre les inégalités et de justice sociale.
Pour y parvenir il existe quatre grandes priorités, quatre paris qui sont ceux de la raison et qui doivent nous guider :

Celui de la démocratie locale qui doit être renforcée par un authentique partenariat avec le milieu associatif et syndical, par l'expérimentation d'une démocratie plus participative, plus transparente et peut-être plus directe.

Celui du service public municipal, car, contrairement à quelques idées à la mode dont nous avons pu constater récemment les effets désastreux, une municipalité ne peut pas être gérée comme une entreprise, la référence au service public et à l'intérêt général constituant la seule et unique matrice d'une politique locale véritablement républicaine et solidaire.

Celui de l'emploi, car si les communes ne peuvent pas tout, loin de là, étant tributaires des politiques nationales, l'action municipale des maires de gauche peut pallier certaines carences, accompagner les dynamiques quand elles existent, insuffler de nouvelles initiatives, innover.

Celui du logement, pour lequel il faut développer et promouvoir une politique volontariste de maîtrise des sols et de lutte contre la spéculation afin de faire, du droit au logement une réalité, au besoin par la réquisition.

Démocratie renforcée, inégalités combattues, développement maîtrisé, nouveaux droits assurés dans les 36 000 communes de France, nous devons faire vivre l'espoir qui s'est manifesté lors de l'élection présidentielle et démontrer que le vrai changement est déjà en marche, là où la gauche a été mise à la direction des affaires par les électeurs, qu'il peut s'amorcer partout où nous battrons la droite.

Henri Emmanuelli

à gauche l'écharpe!



ON THE ROAD AGAIN...
Henri et Lionel, de nouveau sur les routes de France, à l'un le sud de la Loire, à l'autre le nord, pour soutenir les candidats du Parti socialiste. P. 2 et 3

LES MAIRIES DE LA GAUCHE
Marianne au bonnet rouge, pour bien des communes, ce n'est pas qu'un souvenir républicain. Vendredi a mené l'enquête dans une vingtaine de mairies socialistes. P. 4 à 7

TÉLÉPHONE PUBLIC
A l'Assemblée, Paul Quilès défend le service public à la française. P. 8

TIRER OU «SE TIRER»
Par la force et par la négociation, il faut ramener la paix en ex-Yougoslavie. Henri Emmanuelli répond à Alain Juppé. P. 9

ISSN 0995-0583

Fondation Jean-Jaurès

Le billet de Vendredi

On entend répéter ici et là que le gouvernement d'Alain Juppé aurait beaucoup de mal à financer son programme d'action et à boucler son collectif budgétaire car les déficits publics sont plus catastrophiques que jamais.
Messieurs Juppé et Madelin, membres du gouvernement d'Edouard Balladur pendant plus de deux ans, ne savent pas où en sont les comptes de l'Etat.
"Nous devons faire le point pour savoir où nous en sommes", répètent-ils pour justifier la troublante indécision du nouveau gouvernement.
Nous répétons donc notre proposition :
Pourquoi le Premier ministre ne redemanderait pas à la commission Reynaud un bilan précis des deux ans de balladurisme, qu'on pourrait comparer à celui qu'elle avait réalisé en 1993 ?
Plus les jours passent et plus les promesses électorales de la campagne présidentielle sont revues à la baisse.
Même si Monsieur Juppé se retrouve tout à coup fâché avec les chiffres, on ne peut croire que les électeurs se satisferont longtemps du diplomatique "donnant-donnant" ou de la politique de l'illusion qui consiste à reprendre de la main droite ce que l'on a donné de la main gauche.

Ve

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174- Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet - RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) - PHOTO : Pascal Lebrun (78.53) - MAQUETTE : Christine Lovinger (78.92) - PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61), Binh Vu Trong (78.53) - ABONNEMENTS : Sabine Sebah (78-57) - PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris - IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé – ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - CRÉDIT PHOTO : P. Lebrun - Ce numéro a été tiré à 116 000 exemplaires.

UN ATOUT ÉVIDENT

Ce week-end, les électeurs retournent aux urnes, un mois après l'élection présidentielle qui a finalement couronné Jacques Chirac. Les promesses électorales passées, la droite dévoile à nouveau son vrai visage. Les municipales sont l'occasion pour toutes les forces de progrès de se rassembler et de retourner une situation politique devenue inquiétante.

La campagne des élections municipales entre dans sa dernière ligne droite. Les électeurs, commune par commune, prennent conscience que le choix des hommes ou des femmes recouvre des projets différents. Alors que sur un terrain social agité, le discours démagogique de Jacques Chirac s'estompe, les candidats rassemblés sous le drapeau des forces de progrès offrent une véritable alternative pour construire ou protéger des démocraties locales soucieuses de la qualité et du cadre de vie de leurs citoyens.

Maire de droite ou maire de gauche, ce n'est pas la même chose.

Si l'on veut défendre les services publics au plan local, il vaut mieux voter pour le maire socialiste de Redon que pour l'ultra-libéral Madelin; il vaut mieux voter pour Edmond Hervé à Rennes ou pour Yvon Robert à Rouen, qui portent tous les deux, à bout de bras, un dossier de transport public, que pour un chef d'entreprise privée.

Si l'on veut ratifier l'innovation sociale, il vaut mieux faire confiance à Jean Auroux à Roanne qui, avec les "Résidences Marguerite", a inventé un service à la carte pour des logements sociaux adaptés.

Si l'on veut sortir la "Capitale des gauches" de son immobilisme et de ses sombres affaires, il faut que Lyon échappe à la droite conservatrice et que Gérard Collomb en assure le renouveau, en répondant concrètement aux préoccupations quotidiennes des Lyonnais.

Si l'on veut une démocratie vivante, il faut faire confiance au "Paris s'éveille" de Bertrand Delanoë plutôt qu'à ceux qui gèrent l'office d'HLM depuis des années dans le plus total refus de transparence ; ou à Michel Destot, à Grenoble, qui veut rompre avec un système scandaleux et redonner toute sa place au service public. Si l'on veut un cadre de vie de qualité et un véritable "choix de société", il vaut mieux faire confiance à Gilles Savary à Bordeaux, à Nicole Péry à Bayonne ou Jean-Pierre Masseret à Hayange, plutôt qu'à des équipes conservatrices sortantes qui ont laissé se dégrader, sans souci du bien-être de leurs concitoyens, l'urbanisme de leurs villes. Ville de droite, ville de gauche, ce n'est pas la même chose. Pour défendre et pour aider les habitants des communes touchées par la crise, pour plus de solidarité, de transparence et de justice, pour un véritable changement social, un maire de gauche, c'est un atout évident.

Jean Glavany

La comète de Juppé

Veaux à deux têtes, moissons ravagées, gelées tardives, tristes vendanges et choléra, la moindre comète amenait autrefois son lot d'enfants monstrueux, ses marées dévastatrices et ses éclipses de lune ou de soleil. Le bon peuple frissonnait en attendant le retour de ces astéroïdes maudits et courbait la tête sous l'orage de pierres. A la manière de ces rochers malfaisants, la droite traverse ainsi à intervalles périodiques le ciel de nos institutions. Il y eut d'abord les pluies de météores conservatrices. Elles s'abattirent, pendant vingt-cinq ans, tombant sans relâche sur notre sol républicain depuis les planètes Colombey, Montboudif et Chamalières. Puis le rythme des calamités s'espaça. Gaullistes, ultralibéraux et démocrates chrétiens ne firent plus admirer leur panache mirobolant dans l'azur politique que de façon très intermittente. On ne les regretta point. Il y eut bien le passage de 1986, comme un avertissement. Les plus pauvres et les plus défavorisés, qui en furent les premières victimes, s'en souviennent encore. Il y eut celui de 1993, comme une sinistre récidive du destin que fit vaciller Lionel Jospin.
Aujourd'hui, un nouveau corps céleste baptisé Alain Juppé envahit malheureusement notre galaxie. Mirage de la proximité, nul ne semble encore en remarquer l'attraction néfaste sur notre société. Pourtant ! Des magistrats d'extrême droite au cabinet du Garde des sceaux, l'Unapel et l'enseignement libre qui relèvent la tête non sans arrogance, la TVA qui relève son taux, non sans injustice, des essais nucléaires qu'il faudrait reprendre, la privatisation précipitée du secteur public industriel, les temps de parole sur les chaînes audiovisuelles confisqués au profit du gouvernement, le service public menacé, le ministère des Affaires sociales démantelé, la liste serait longue de ce qu'il nous faut déjà subir. Dieu merci, selon les meilleurs astronomes législatifs, la comète Juppé pourrait, contrairement à celle de Haley, quitter définitivement l'orbite de Matignon dès 1998. Il suffira de voter pour s'en débarrasser.

Marc-Antoine Muret

carnet de



LIONEL JOSPIN

ROUBAIX

Inaugurant sa campagne de soutien à Roubaix (Bernard Carton et Marie-Christine Blandin) et Tourcoing (Jean-Pierre Balduyck), Jospin a dénoncé la droite : "Ils se sont dit : Comme nous allons gagner, nous allons empocher dans la foulée des villes par dizaines. Ils ont également rejeté les moyens de financement de leur nouvelle politique après le scrutin. Mais les Français ne sont pas dupes".

EPINAY-SUR-SEINE ET SARCELLES

Avec Bruno Le Roux, qui brigue la succession de Gilbert Bonnemaison à Epinay, Lionel Jospin a estimé que, grâce au résultat qu'il a obtenu au second tour, "l'impact sur les municipales" espéré par la droite après la victoire de Jacques Chirac "n'aura pas lieu". Au côté de Dominique Strauss-Kahn, qui veut reprendre Sarcelles à la droite, Lionel Jospin a déclaré : "Il nous faut préparer l'alternance qui doit maintenant jouer dans l'autre sens". Critiquant le Premier ministre, qui est également président du RPR et prétendant à la mairie de Bordeaux : "Je voudrais savoir si on aura un Premier ministre à mi-temps et un maire de Bordeaux à mi-temps".

GRENOBLE

En compagnie de Michel Destot, qui croit en la victoire : "On a du mal à croire que le gouvernement qui se met en place sera impartial lorsqu'on constate qu'il y a dix ministres qui étaient, il y a encore quelques semaines, des élus de la Ville de Paris, surtout lorsqu'on découvre de quelle façon semblent être réglées les attributions de logements (...) On peut être préoccupé quand on entend Alain Juppé dire qu'il entend créer un million d'emplois en trois ans, c'est-à-dire un chiffre inférieur à celui auquel se référait Edouard Balladur. Je suis inquiet et déçu de la manière dont ce gouvernement commence".

PARIS

Lionel Jospin était à la soirée de présentation du comité de soutien aux listes "Paris s'éveille" conduites par Bertrand Delanoë, sur le terrain avec Daniel Vaillant dans le XVIII[e] arrondissement -où Sylviane Jospin se présente-, Michel Charzat dans le XX[e] et Pierre Schapira dans de II[e].

SAINT-ETIENNE

Aux côtés de Gérard Lindeperg, Lionel Jospin a estimé que la gauche pouvait reconquérir une ville-symbole comme Saint-Etienne.

Lionel Jospin devait également se rendre à Montbelliard (7 juin), Toulouse (8 juin), Millau, Albi et Cintegabelle (9 juin).

campagne

HENRI EMMANUELLI

PERPIGNAN

Lors d'une réunion de soutien au candidat socialiste Claude Cansouline, Henri Emmanuelli s'est félicité de voir réalisée à Perpignan l'union entre socialistes, communistes, radicaux et catalanistes. Au sujet du scrutin municipal, le Premier secrétaire a estimé qu'il n'y a "pas de souffle de l'élection présidentielle sur les municipales" et que "ces élections ne se situent pas dans le scénario compliqué qu'avait imaginé Charles Pasqua".

MARSEILLE

Venu soutenir les listes de la "Nouvelle Alliance Marseille", conduites par Lucien Weygand, le premier secrétaire a appelé à "éviter que Marseille ne bascule à droite". Face à une droite menaçante et "fidèle à elle-même", il est incompréhensible que "tous les socialistes, tous les gens de gauche ne soient pas sur une liste unique" : "rien ne peut justifier les divisions". Il faut "rééquilibrer par le pouvoir local l'omnipotence de la droite".

BORDEAUX

Dans son discours à Bordeaux, Henri Emmanuelli a déclaré : «Après la tentation de Venise, la tentation de Bordeaux. Alain Juppé, pendant 12 ans adjoint aux finances du maire de Paris -la ville aux 1,5 million de m² inoccupés, aux 20 000 sans-logis et aux 100 000 logements vides, la ville où il faut s'acquitter de 30 000 F auprès du RPR pour accéder, dans des délais raisonnables, à un logement HLM- Alain Juppé devra être un maire à plein temps, tous les jours et toute la semaine, pour redresser la situation économique et financière d'une ville, dont le bilan de gestion s'avère déplorable.



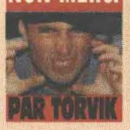
BONDY ET CLICHY-SOUS-BOIS

Parmi toutes les cités de la banlieue parisienne qui nécessitent un programme urgent de réhabilitation, celle de la rue Louis-Auguste Blanqui à Bondy (Seine-Saint-Denis) est sans aucun doute un cas extrême. C'est là que, le mardi 6 juin, Henri Emmanuelli s'est rendu à l'invitation de Gilbert Roger. Couloirs dégradés, pans de murs tombant dans la rue au risque de blesser de jeunes enfants, ascenseurs détériorés représentant un danger permanent, boîtes au lettres défoncées... "Ici le chômage règne en maître et tout ressemble à s'y méprendre aux descriptions les plus noires faites de ces banlieues symboles d'une crise et d'un système qui engendre l'injustice et l'exclusion, c'est cela que nous voulons changer" a notamment déclaré le premier secrétaire.

Henri Emmanuelli devait également se rendre à Dax (9 juin) et Châlons-sur-Marne (15 juin).

H_2O = Au... ou la pompe aux œufs d'or

NON MERCI



PAR TORVIK

De la moutarde de Dijon au cassoulet de Toulouse en passant par la noix de Grenoble et la cervelle lyonnaise de canut, nos plats nationaux s'arrosent aujourd'hui d'une eau privatisée pas toujours très claire, du genre à faire exploser les alcootest de la corruption. Bien avant l'ère Juppé, de tristes et célèbres élus municipaux, associés aux professionnels privés des métiers de l'eau, ont repris à leur compte (personnel) la maxime gouvernementale du "donnant-donnant". Je truque mon appel d'offres, je te donne mon marché public et tu m'abreuves d'aquadollars.

- Qu'est-ce que vous prenez, m'sieu le Maire, Lyonnaise ou Générale ?

- Non, non, une Bouygues sans gaz.

Depuis la libération des prix en 1984 et la grande vague hexagonale de privatisation lancée par Paris la même année, les grands groupes et leurs tentaculaires filiales (2300 pour la Générale des eaux...) se font des robinets en or sur le dos de consommateurs victimes de factures salées, bien lourdes à digérer. Et ces magnats d'eau douce contrôlent généralement la ville entière, l'assainissement, la collecte des déchets, le câble, la télé locale, les pompes funèbres, le chauffage et... l'écharpe du maire.

L'Italien qui fait bouillir l'eau de ses macaronis, l'Anglais son thé, le Belge ses frites, l'Américain qui tire sa chasse à la mi-temps du Superbowl, payent en moyenne 4,57 F le mètre cube d'eau. La douche est plus froide pour le Français, qui doit débourser 12,50 F...

Le nouveau Garde des s(c)eaux ne montre guère d'empressement à remonter jusqu'à la source de ces "messieurs 3 millions de francs".

La justice attend-elle le verdict des élections municipales et la réélection de maires trempés dans ces sombres affaires liquides pour mettre tout le gratin à table ?

Exception faite de Boris Eltsine, gardons bien au frais dans notre mémoire cette goûteuse parole de Charles Baudelaire : "Un homme qui ne boit que de l'eau a un secret à cacher à ses semblables".

ESSAIS NUCLÉAIRES :

Chirac s'amuse avec la bombe

En mai 1995, 178 pays ont décidé de rendre indéfini le Traité de non-prolifération. Chacun mesure le danger de la généralisation de ces armes. Cette décision historique n'a aucun précédent dans l'histoire : l'ensemble des pays du monde décide de ne pas se doter d'une arme nouvelle. Elle impose aux pays nucléaires une obligation morale : mettre fin à la course aux armements majeurs et, notamment, aux essais nucléaires.

La France a joué un rôle moteur dans cette logique de paix. La décision de François Mitterrand en avril 1992 d'entamer un moratoire, a été immédiatement suivie par la Russie, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Aucun de ces quatre pays n'a, à ce jour, remis en cause cette logique d'espoir.

Une quinzaine de pays nouveaux pourraient disposer à très court terme de cette arme. Ils sont prêts techniquement à procéder aux essais nucléaires pour transformer une bombe de laboratoire en arme opérationnelle. En fait, ils attendent le prétexte, la faiblesse, le signal. Si l'on en croit les intentions de Jacques Chirac, ce signal viendrait de la France qui, en reprenant ses essais, montrerait le mauvais exemple, relancerait la course aux armements nucléaires.

Il existe dans l'entourage du nouveau président de la République deux groupes distincts favorables à la reprise des essais nucléaires.

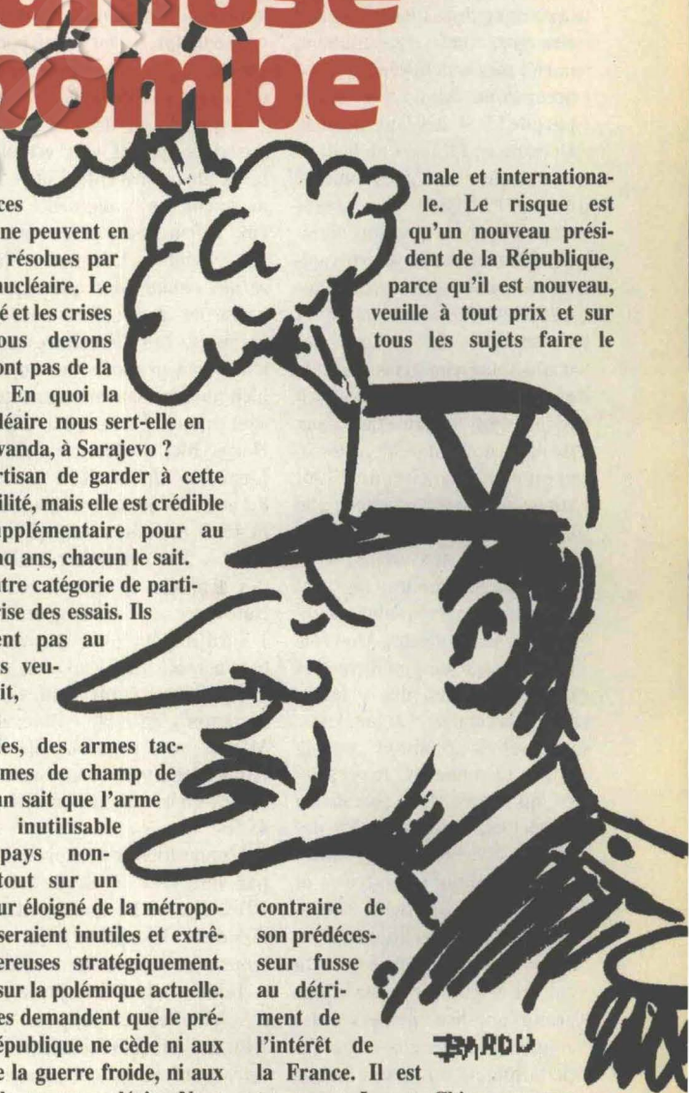
Tout d'abord, un certain nombre de nostalgiques de la guerre froide. Ils vont devoir renouveler leur stock d'analyses sur la situation stratégique. Il faut les réveiller, leur dire que le mur de Berlin est tombé, que l'empire soviétique n'existe plus, que les menaces d'aujourd'hui ne peuvent en aucun cas être résolues par la dissuasion nucléaire. Le monde a changé et les crises auxquelles nous devons faire face ne sont pas de la même nature. En quoi la dissuasion nucléaire nous sert-elle en Somalie, au Rwanda, à Sarajevo ?

Je reste partisan de garder à cette arme sa crédibilité, mais elle est crédible sans essai supplémentaire pour au moins vingt-cinq ans, chacun le sait.

Il y a une autre catégorie de partisans de la reprise des essais. Ils ne se montrent pas au grand jour. Ils veulent, en fait, construire des armes nouvelles, des armes tactiques, des armes de champ de bataille. Chacun sait que l'arme nucléaire est inutilisable contre un pays non-nucléaire surtout sur un théâtre extérieur éloigné de la métropole. Ces armes seraient inutiles et extrêmement dangereuses stratégiquement. Voilà la vérité sur la polémique actuelle.

Les socialistes demandent que le président de la République ne cède ni aux nostalgiques de la guerre froide, ni aux aventuriers de la guerre nucléaire. Nous demandons que soit rapidement réaffirmée la volonté de la France de maintenir le moratoire, d'arrêter les programmes nouveaux et la production de matières fissibles.

Notre pays a eu jusqu'ici une attitude exemplaire aux yeux de l'opinion nationale et internationale. Le risque est qu'un nouveau président de la République, parce qu'il est nouveau, veuille à tout prix et sur tous les sujets faire le contraire de son prédécesseur fusse au détriment de l'intérêt de la France. Il est temps que Jacques Chirac prenne conscience qu'il a été élu président de la République française et non pas chef d'état-major des Armées.



Jean-Michel Boucheron
Député d'Ille-et-Vilaine
Responsable national Défense du Parti socialiste

Garde ton écharpe à



Yvette Roudy
Jugée sur les résultats
Lisieux

En arrivant à Lisieux il y a six ans, j'ai trouvé une ville triste, l'air abandonné, souffrant de retards nombreux et d'un taux de chômage de 15 %.

J'ai commencé par sauver une usine (Technifil) que tout le monde croyait perdue.

Elue (avec 54 %), j'ai tout de suite attaqué le chômage sur trois fronts : le soutien aux entreprises et à la formation. L'ouverture de grands travaux représentant des dizaines de milliers d'heures de travail. En même temps, l'effort a été porté sur les quartiers, l'embellissement et la qualité de la vie.

Aujourd'hui, tout le monde reconnaît que la ville est plus belle, plus attrayante, l'offre au logement a augmenté de 400 logements sociaux neufs, 930 réhabilités. Le retard scolaire des enfants des quartiers a baissé de 20 %. Tous vont en vacances. Les fournitures scolaires sont gratuites, les impôts bien que légèrement augmentés, sont moins chers qu'à Caen, Hérouville, Bayeux ou Vire. L'encours de la dette est de 8,3 ans. Le chômage est toujours de 15 % mais on a évité qu'il ne flambe. J'ai commencé à créer des emplois de proximité, à consolider des CES grâce au 1 % d'impôts pour l'emploi, bien accepté des Lexoviens.

Ma liste réunit toutes les variantes : PS - PC - Radical - MDC - non inscrits. Elle est renouvelée à 60 %, représentative des quartiers, et féminisée à 45 %.

L'opposition est représentée par une liste RPR, une liste UDF, une petite gauche et un dissident PS, ex-adjoint qui tente une ouverture personnelle.

Je demande à être jugée sur mes résultats et rappelle que RPR et UDF qui reviennent sont ceux-là même qui ont plongé la ville dans le déclin.

Mon programme : une médiathèque dans une belle église désaffectée et continuer la bataille pour l'emploi, l'embellissement de la ville et la lutte contre l'inégalité.



René Rouquet
Mieux vivre sa ville de banlieue
Alfortville

A Alfortville, commune traditionnellement ancrée à gauche, la campagne de Lionel Jospin a rencontré une large adhésion parmi mes concitoyens, qui ont accordé au candidat socialiste plus de 55 % des voix le 7 mai. Désormais, à l'heure où la droite dispose d'une assise unique dans l'histoire de notre République, les élections municipales revêtent un enjeu capital pour notre démocratie. Plus que jamais, les convictions d'un élu socialiste doivent avoir des traductions concrètes dans la gestion d'une politique municipale, pour faire face aux menaces que fait peser le désengagement financier de l'Etat sur la solidarité nationale. J'ai rassemblé autour de ma candidature toutes les familles de la gauche, auxquelles se sont jointes des personnalités associatives ou syndicales. Mon rôle de maire est de mobiliser mes concitoyens sur des orientations sociales, financières, culturelles, reposant sur la notion de solidarité. Je considère qu'exercer un socialisme municipal, c'est défendre des valeurs essentielles pour mieux vivre ensemble : construire et valoriser le logement social, réfléchir à des politiques d'insertion, rendre accessible la culture et les loisirs pour le plus grand nombre, préserver les emplois communaux et garantir la qualité du service public dans les quartiers. C'est aussi renforcer les dynamiques de rassemblement en suscitant la concertation avec les citoyens, afin de s'engager, ensemble, dans la modernité, pour l'avenir d'Alfortville, pour nos enfants.



Rodolphe Pesce
Le défi universitaire
Valence

Valence, ville de 65 000 habitants, au cœur d'un bassin de vie de 200 000 habitants et de deux départements : la Drôme et l'Ardèche, a manqué son développement universitaire dans les années 1965-1975.

Or, depuis six ans, grâce à mon action et à celle de l'équipe municipale, le défi a été relevé. Valence compte 5 000 étudiants. Objectif : 10 000 en l'an 2 000.

Valence est devenue l'un des trois pôles de développement universitaire définis par Lionel Jospin, quand il était ministre de l'Education nationale, dans le cadre du schéma Université 2 000.

Il fallut proposer un programme de développement réaliste et ambitieux et faire le choix de la qualité, et non du développement à tout prix. C'est pour cela que j'ai souhaité un développement qualitatif, s'appuyant sur les universités grenobloises, plutôt que de revendiquer un statut d'université à part entière, qui nous sera sûrement donné par surcroît ultérieurement. La création de centres de recherche de l'université et du CNRS sera l'enjeu essentiel du prochain mandat.

Le temps des campus est terminé. La bibliothèque universitaire est intégrée dans la bibliothèque municipale : le public y a accès. Une ancienne caserne, en centre-ville, accueillera dans quelques mois 1 500 étudiants : l'université est dans la ville !

Par ce mélange d'audace et de raison, destiné à la ville que je dirige depuis 1977, j'espère lui donner un atout supplémentaire pour l'aider à entrer dans les meilleures conditions possibles dans le XXIe siècle.



Raymonde Le Texier
Volonté de femme
Villiers-le-Bel

Sur la liste que je conduis et qui rassemble l'ensemble des forces de gauche et de progrès, des femmes et des hommes ont comme moi la conviction qu'être élu, ce n'est pas être investi de pouvoir, c'est être investi de devoir. Ensemble, nous refusons la fatalité du quotidien en banlieue. Nous sommes persuadés que, pour changer la vie, il faut changer la ville... Dans une ville de banlieue, qui compte 27 000 habitants, où un habitant sur deux est de double culture, nos lignes de conduite s'articulent autour de trois axes :

- pas de discours de victimisation ;
- faire avec les habitants plutôt que faire pour : on ne peut s'insérer dans la ville que si chacun a, au préalable, le sentiment d'être un citoyen connu et reconnu.
-pas d'insertion sociale sans insertion professionnelle.

Au cours des six ans passés, nous avons, en concertation avec les habitants, réhabilité l'ensemble des quartiers et mené des expériences originales pour donner aux jeunes en difficulté l'occasion de réussir quelque chose, de sortir du sentiment d'échec, préalable à toute démarche d'insertion. Parce que cette ville est modeste, nous y voulons des structures d'excellence.



Edmond Hervé
Le contrat municipal
Rennes

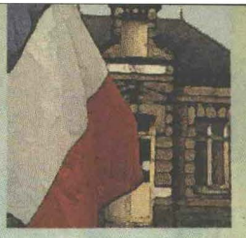
Pour notre équipe, l'élection est un contrat. Notre programme a donné lieu à plus de 20 000 questionnaires, à de multiples réunions et à la rencontre avec 210 associations et institutions.

Nous plaçons la citoyenneté au cœur de nos propositions. Les comités d'usagers, les conseils de quartiers, l'institut local de la citoyenneté, les initiatives de chantiers seront les quatre nouveautés que nous mettrons en place pour compléter la vie démocratique de notre ville.

Le deuxième thème majeur porte sur la solidarité. Solidarité de proximité et de voisinage pour régler tous les problèmes quotidiens comme la propreté, le bruit ou la sécurité, mais aussi la solidarité dans la conception globale de la ville : 25 % de logements sociaux sont imposés dans tous les programmes maîtrisés par la ville, la réhabilitation est systématique d'où un effort financier spécifique de 50 millions de francs annuels pour le logement social. Solidarité dans la conception de notre priorité absolue au transport en commun : nous proposons le VAL pour desservir les grands quartiers populaires.

Enfin, l'emploi reste une préoccupation essentielle et motive tout une gamme d'initiatives qui vont de la technopole à l'entreprise d'insertion. Nous multiplions ainsi les contrats avec les entreprises d'insertion en leur confiant des activités urbaines : collecte des papiers, des déchets verts, aménagement d'espace de proximité, aide à l'entretien du logement...

gauche, Marianne !





Pierre Maille
Un maire du tonnerre
Brest

Depuis 1989, avec mon équipe soudée, rassemblant les forces de gauche et de progrès, Brest a retrouvé la sérénité qui lui avait manqué lors du mandat de la droite marqué par d'incessantes querelles intestines.

En rassemblant les Brestois, en leur redonnant la fierté de leur ville, nous avons donné un nouvel élan à Brest : Brest 92, jeudis du port, grands chantiers...

Autour de quelques idées force : l'écoute, le dialogue, la solidarité, le respect des engagements, mais aussi par une présence au quotidien auprès des Brestois,nous avons fait de Brest, ville de la mer, métropole occidentale de la Bretagne, une cité au service de l'Ouest breton tournée vers l'Europe.

Aujourd'hui, avec une équipe élargie et renouvelée, je propose aux Brestois un contrat autour de quatre thèmes : solidarité et cohésion sociale, environnement et cadre de vie, démocratie locale et citoyenneté, développement et rayonnement de Brest.

Par ce contrat, c'est une ville plus solidaire qui donne toute sa place aux habitants, une ville accueillante aux autres, ouverte sur l'Europe, attentive à la qualité de son environnement, que propose la liste "Nous, les Brestois".



Alain Rodet
Changer la ville
Limoges

Je suis maire de Limoges depuis 1990, élu par le conseil municipal à la suite du décès de Louis Longequeue dont j'étais le premier adjoint.

Même s'il y a une continuité politique, j'ai le sentiment que mon bilan témoigne d'un changement de rythme. Lancement de grands projets d'aménagement (240 millions de francs d'investissements annuel), essor d'Ester, notre toute jeune technopole, contribution au développement universitaire... chacun reconnaît que Limoges a bien changé ces cinq dernières années, sans la moindre dérive financière et avec le souci de la concertation.

C'est donc la première fois que j'ai la responsabilité de conduire une liste aux élections municipales. L'équipe que j'ai constituée comprend des hommes et des femmes représentant tous les quartiers, toutes les professions, tous les milieux sociaux. C'est aussi une liste ouverte, puisqu'aux côtés des candidats du PS, du PC, d'ADS, de Radical, des Verts. Et parmi les personnalités indépendantes figure un gaulliste, co-fondateur de l'UJP.

Nous voulons une ville active, car l'emploi est au cœur de mes préoccupations, mais aussi une ville solidaire. Je m'engage à ne pas privatiser la distribution de l'eau, à maintenir la gratuité des prêts dans notre médiathèque ou des crèches collectives pour les revenus les plus modestes.

Nous voulons aussi que Limoges soit une ville citoyenne, notamment avec la création de comités de quartiers.

Autant de propositions qui marquent un contraste avec le RPR Alain Marsaud, qui a soutenu tous les mauvais coups du gouvernement Balladur dans le domaine social et dont les propositions de lois liberticides effraient ses propres amis politiques !



Pierre Mauroy
Le beffroi de la gauche
Lille

Dans le Nord-Pas-de-Calais, frappé par la terrible crise de ses industries, Lille aurait pu mourir avec son passé. J'ai pourtant toujours été persuadé qu'il n'existait pas de fatalité du déclin, à condition d'avoir une volonté politique, de parier sur l'avenir et de développer des secteurs porteurs d'activité.

Le TGV, je l'ai voulu comme le moyen de rendre à Lille sa vocation et sa dimension européennes. Euralille, je l'ai voulu comme le signal et le moteur du renouveau d'une région à laquelle j'ai toujours cru.

Aujourd'hui, la confiance en l'avenir est rétablie. La ville ancienne va pouvoir complètement s'épanouir parce que la ville nouvelle est née.

Il reste encore beaucoup à réaliser pour une équipe ambitieuse. Six mois de concertation avec toute la population, avec toutes les associations et les formations politiques de progrès, me permettent de proposer aujourd'hui aux Lillois un programme municipal comportant 200 engagements pour toute la ville et 300 projets pour les quartiers.

La poursuite de la construction de logements sociaux, l'insertion des plus démunis, un plan de lutte ambitieux contre la toxicomanie et la délinquance qui en découle, sont au premier plan de nos préoccupations.

Nous assumons une responsabilité vis-à-vis des habitants de notre métropole et de notre région. Nous devons aussi jouer un rôle avec nos voisins de l'Europe du Nord-Ouest pour que Lille conforte sa place de ville-capitale, avec laquelle il faudra compter demain.

Nous avons ouvert de grandes voies d'avenir pour Lille qui reste cependant la commune aux dix villages dans la ville et aux dix conseils de quartier, la cité conviviale où chacun trouve sa place pour vivre mieux.



Françoise Verchère
Pour la parité
Bouguenais

Elue conseillère en 1983, j'ai pris, il y a deux ans, le relais en cours de mandat de François Autain, qui était maire de Bouguenais en Loire atlantique, depuis 1971. Je vais donc mener une liste d'union que j'ai souhaitée largement ouverte (PS, PC, écologistes de diverses tendances, Mouvement des citoyens, Alternative rouge et verte). Mon seul regret est de n'avoir pas réussi à constituer une liste paritaire ! Il n'y aura environ que 34 % de femmes, car ce n'est visiblement pas dans les partis qu'elles sont le plus présentes... Au cours du mandat écoulé, nous avons réalisé de nombreux équipements : centre culturel, médiathèque, épicerie communautaire, maisons de quartier, etc. Notre projet pour les six ans à venir porte sur quatre axes : aménagement du territoire communal avec maîtrise de l'urbanisation, présentation et valorisation de richesses naturelles de notre commune des bords de Loire, solidarité active, réponse adaptée aux besoins de la population, et véritable pratique citoyenne.

Cette démarche citoyenne est déjà en cours avec l'important projet de développement local que nous avons lancé cette année : le projet Pollen. Une centaine de Bouguenaisiens y travaillent déjà. Dès le 10 juin, j'en suis sûre, ce sera le projet de tous. Je l'espère !



Louis Mermaz
Quelques aspects de la vie
Vienne

Depuis une vingtaine d'années, Vienne est passée du noir-au-blanc à la couleur. Vienne a su garder une taille humaine, elle cultive un art de vivre apprécié de tous. Son épanouissement doit beaucoup à une forte activité culturelle.

Facteur de cohésion sociale, source d'identité, le déploiement culturel donne couleur et vitalité à la ville. Source de fierté et de bonheur collectif pour ses habitants, il crée aussi de la richesse économique. Le nouveau musée gallo-romain de St-Romain-en-Gal place Vienne (30 000 habitants) au premier plan des villes touristiques et des cités les plus actives.

Le Festival de jazz qui fête ses quinze années d'existence est un grand moment de concorde sociale. Cent mille personnes y viennent de la France entière, les Viennois s'y rendent en masse (25 % de billets, à comparer utilement avec les 8 % du Festival d'Avignon), et il est l'employeur saisonnier le plus important du district pour les jeunes en été. Pour plus de 800 jeunes vacataires, de tous les milieux, de tous les quartiers, le Festival constitue une première expérience professionnelle. Les prunelles qui scintillent dans le feu de la rampe, les doigts qui claquent, les applaudissements qui bissent, en disent long sur leur adhésion à l'événement.

L'intense activité d'été du plus grand théâtre antique de Gaulle ne doit cependant pas nous faire oublier les remarquables équipements de notre ville qui proposent toute l'année aux Viennois des événements de très grande qualité et l'apprentissage de pratiques actives.

Garde ton écharpe à gauche, Marianne !



Frédérique Bredin
Culture citoyenne Fécamp

Le droit à la culture compte parmi les libertés que nous devons, chaque jour, conquérir et affirmer encore plus fort. Avec l'ensemble de mes collègues élus, avec les partenaires culturels dans ma ville, je me bats pour favoriser cet accès à la culture, pour que tous ensemble nous construisions un projet culturel, véritable projet de société, dans la diversité de chaque quartier, à l'échelle de la ville.

Parce que la culture est un moyen d'intégrer les peuples, parce qu'elle participe à l'émancipation des hommes et des femmes, chacun y a droit sans exclusion.

Egalité est le mot d'ordre pour que tout citoyen ait sa place dans la cité.

Fraternité aussi, un mot auquel je suis très attachée pour que les uns et les autres nous unissions nos efforts pour accéder à une culture plus grande, plus juste. La réflexion et l'action, forte, concrète, grande ou modeste, visible ou discrète sont le ferment de cette politique. Cette politique culturelle doit favoriser toutes les formes de création et encourager les rencontres. Elle doit être coordonnée avec les politiques conduites en matière d'urbanisme, de transports, de réhabilitation de quartiers défavorisés, d'action sociale, d'intégration. Elle participe pleinement à l'apprentissage de la citoyenneté et à la construction de l'identité d'une ville.



Jean-Pierre Sueur
Vivre ensemble Orléans

Ces deux mots résument notre projet sur Orléans. Notre projet, mais aussi notre bilan : depuis six ans nous rénovons tous nos quartiers pour qu'on y vive mieux, les uns avec les autres. Nous recherchons un meilleur équilibre de l'habitat, pour ne plus renouveler les erreurs qui consistaient à concentrer sur les mêmes sites toutes les difficultés de la société.

Nous avons, en même temps, œuvré pour donner de nouveaux atouts à la ville : arrivée de l'Institut français de l'environnement et de l'Université de la Poste ; construction d'équipements culturels (médiathèque, salles de spectacles, Zénith) ; création d'une cité des métiers ; développement des parcs technologiques ; accueil de nombreuses entreprises et de laboratoires de recherche ; rénovation de 52 écoles publiques sur 72, etc.

Nous prévoyons la construction d'un transport en commun en site propre (type tramway), le doublement des sommes affectées au sport, un ensemble de parcs autour de la ville (notamment en pleine zone urbaine, sur un terrain militaire que nous allons acheter) et beaucoup d'investissements pour la vie quotidienne (piétonnier, pistes cyclables en centre-ville, etc.)

Pendant ce temps, notre adversaire donne une interview à "Minute" dans laquelle il salue la "trempe" de Bruno Mégret et de Marie-France Stirbois et parle de "désoviétiser" l'hôpital public.

Notre projet "Vivre ensemble" s'oppose donc quotidiennement au discours de la peur et de l'exclusion.



Michel Delebarre
Aller plus loin avec vous Dunkerque

Depuis 1989, l'équipe que je conduis a voulu renforcer la citoyenneté en rendant la parole aux Dunkerquois :

-Cinq conseils de quartiers composés de représentants des habitants ont été créés et gèrent un fonds d'initiative qui soutient les projets des associations.

-Les centres sociaux ont été transformés en Maisons de quartiers, lieux de dialogue et de participation.

Aujourd'hui, je désire aller plus loin pour permettre à des milliers de Dunkerquois de s'informer, de s'exprimer et d'agir.

Les conseils de quartier seront transformés en conseils communaux.

A Petite-Synthe, à Malo, à Rosendaël, à Dunkerque-Sud et Dunkerque-Centre, nous créerons des conseils communaux qui fonctionneront sur le modèle du conseil municipal. Chaque conseil comportera 30 % de conseillers de moins de 25 ans.

Nous développerons la citoyenneté autour des maisons de quartier.

Le très important réseau associatif dunkerquois participera à cette démarche et aux assemblées générales qui, chaque année, feront le bilan des actions, décideront des orientations pour l'avenir et éliront leurs représentants.

Enfin, il est prévu d'améliorer le contrôle des politiques municipales avec un conseil économique social et culturel chargé d'établir des propositions et d'exercer un contrôle sur les politiques publiques.

Chaque année un rapport sur les finances de la ville sera publié.

Ainsi, dans notre ville, se développeront la démocratie locale et la citoyenneté.



Philippe Labeyrie
La ville jeune Mont-de Marsan

Bien avant Edouard Balladur, la ville s'est engagée dans une vaste consultation auprès des jeunes de 15 à 25 ans qui représentent près de 22 % de la population montoise. Ils ont répondu massivement. Ce fut là un premier succès.

Au premier rang de leurs préoccupations, l'ouverture en centre-ville d'un espace convivial à la fois lieu de rencontre, de spectacles, de diffusion musicale et de répétitions. Autre demande urgente, trouver en un seul point toutes les informations sur l'emploi, les formations, le logement, le sida, la drogue... Face à une demande cohérente et responsable, j'ai voulu réagir rapidement en ouvrant la maison Coluche qui prend également en compte mon souci de prévention. Les jeunes ont été en permanence consultés tant pour la conception, la mise au point du projet avec l'architecte que pour la réalisation. De nombreux travaux ont été effectués par des jeunes chômeurs embauchés en chantiers-écoles.

Cette dynamique participative ne s'arrête pas là. La gestion de cet équipement, la programmation du café-musique seront entièrement confiées à la commission communale de jeunes dotée de pouvoirs de consultation et de propositions permanentes.

Donner la parole aux jeunes, certes, mais surtout leur donner les moyens d'agir et d'assumer une véritable citoyenneté, c'est le choix responsable d'une municipalité qui n'a pas attendu que le "sujet" soit d'actualité !



Marcel Debarge
100 ans de socialisme Le Pré-St-Gervais

Le Pré Saint-Gervais, c'est un village... urbain aux portes de Paris.

Un gros village de près de 20 000 habitants partageant un petit territoire communal, le plus petit de France.

Un gros village qui n'a eu de cesse que d'affirmer sa personnalité, que de se protéger de son encombrante voisine, la Capitale.

Au Pré, on aime y vivre.

En luttant contre la spéculation foncière, la ville améliore les conditions de logement, résorbe l'habitat insalubre tout en conservant son unité, sa tradition de "ville-jardins" où partout respirent des coins de verdure.

Au Pré, on participe aux décisions.

La commune est l'école de la démocratie : un conseil municipal des jeunes, une maison des associations qui soutient près de 80 associations en une totale indépendance de fonctionnement.

Au Pré, on prépare l'avenir sans rupture.

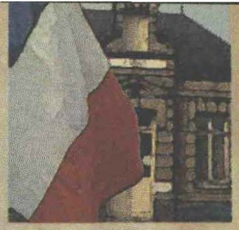
Les générations ne s'opposent pas, elles se succèdent pour une meilleure continuité de cet art de vivre gervaisien. Si je suis réélu, j'entends, en cours de mandat, passer le flambeau à Claude Bartolone.

Au Pré, on se souvient.

Le 13 juillet 1913, d'ici, lors d'un meeting contre la "loi des trois ans" (service militaire), Jean Jaurès mettait en garde ses contemporains contre la montée des nationalismes et des risques qu'ils génèrent.

Au Pré, on est fidèle.

En 2004, la ville, je l'espère, fêtera son 100e anniversaire de gestion socialiste.



Jacques Santrot
La gauche tient bon
Poitiers

L'équipe d'union de la gauche de Poitiers présente un bilan largement positif, au point qu'il n'est même pas contesté par ses adversaires. Poitiers est aujourd'hui une ville universitaire dynamique. La politique de la ville qui y a été conduite a été particulièrement efficace, et Poitiers est citée en exemple y compris par les ministres de droite.

Ma plus grande fierté est sans doute celle de l'intercommunalité. A la tête d'un district qui regroupe huit communes de l'agglomération, nous avons su fédérer autour d'un projet intitulé "Poitiers capitale solidaire", des élus de toutes sensibilités.

Mais mon atout principal réside dans ma nouvelle équipe qui comprend toutes les sensibilités de gauche et a intégré les Verts.

Renouvelée à plus de deux tiers, mon équipe comprend en outre sept personnalités indépendantes en position éligible, et comporte 40% de femmes.

En face, le député RPR Jean-Yves Chamard rencontre des difficultés. Cet ancien prof de maths a connu naguère quelques succès médiatiques. "Un jour, pour se moquer, des journalistes se sont amusés à en faire une étoile montante", raconte une journaliste.* D'autant que Chamard comptait sur Balladur pour lui assurer une carrière ministérielle. Mauvais choix car c'est le giscardien Jean-Pierre Raffarin, président de région, qui est entré au gouvernement avec la bénédiction de René Monory.

Poitiers devrait donc rester un point fort de la gauche, unie autour d'un projet fort fondé sur nos valeurs.

* Ghislaine Ottenheimer, «Les deux Nicolas, la machine Balladur», Ed. Plon.

Roger Quilliot
Dur à l'Ex!
Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand ne doit pas tomber dans l'escarcelle de l'Ex, qui fait des apparitions en fonction de ses commodités et veut ajouter un autre bureau à une collection qui en comprend déjà sept.

Clermont-Ferrand est le dernier rempart des hommes et des femmes de progrès dans un département où la droite détient tout.

Giscard déplore cinquante ans de socialisme municipal ! Il oublie que Gabriel Montpied, mon prédécesseur, fut le maire de la Résistance, qui l'avait unanimement désigné.

Que dire de la dynastie Giscard-Bardoux ? Giscard entre en politique en 54 ; son grand-père est sénateur avec Laval en 35, conseiller national de Vichy en 40 ; l'arrière-grand-père, sénateur à vie en 1897, déjà ministre de Mac Mahon en 70 (1800 !)...

La liste de Giscard enregistre pas moins de sept inéligibles, dont son numéro deux, et comporte beaucoup de non-clermontois.

Je présente une équipe de Clermontois représentative d'une ville qui tire la région vers le haut.

Une ville où le chômage est inférieur à la moyenne nationale.

Une ville qui se reconvertit et dispose, au côté du leader mondial du pneu, de quatre pôles porteurs d'avenir ; l'agro-alimentaire, la santé-pharmacie, la mécanique et l'aéronautique, le tertiaire et la logistique.

Une ville qui pèse 33 000 étudiants et 6 000 chercheurs.

Giscard a déclaré le mois dernier, à l'heure de Vérité : "La phase active de ma vie politique s'achève avec l'élection présidentielle".

Ne doutons pas que les Clermontois lui en donneront acte.

Didier Boulaud
Succéder à Pierre
Nevers

En mai 1993, me sont échus à la fois la lourde tâche et l'honneur de succéder à Pierre Bérégovoy dans les circonstances douloureuses que chacun a encore présentes à la mémoire. Lui succéder en effet car je considère qu'on ne pouvait pas remplacer Pierre Bérégovoy. Je remercie toutes celles et tous ceux qui ne l'oublient pas et qui témoignent à sa mémoire affection, respect et gratitude. J'ai eu à cœur, au cours de ces deux années, de continuer son œuvre de transformation de notre cité.

En 1989, Pierre Bérégovoy avait fixé trois priorités : l'action économique et le désenclavement de la cité ; le développement des équipements scolaires et universitaires ; une politique imaginative de logement social.

Les résultats sont là. Chacun s'accorde à dire que Nevers a changé. C'était le souhait et l'ambition de Pierre Bérégovoy. Aujourd'hui, nous savons tous que son action a été couronnée de succès.

Fidèle à son enseignement, je me suis attaché à notre ville de tout mon cœur et de tout mon esprit.

Avec les femmes et les hommes qui m'entourent, j'ai la volonté de relever les défis de l'an 2000 : développement de l'activité économique, arrivée de l'autoroute, développement du circuit de Formule 1 et de la technologie de Nevers Magny-Cour, construction du nouvel hôpital, poursuite de l'enseignement supérieur, amélioration du cadre de vie...

Ici comme ailleurs, il nous faudra faire preuve d'imagination et de volonté. Nous avons un atout : celui d'aimer passionnément notre ville.

André Laignel
Marianne
en son jardin
Issoudun

Deuxième ville de l'Indre, au centre de la France, Issoudun est sans doute l'une des villes de 15.000 habitants les mieux équipées.

Notre cité s'est distinguée à "Mairie-Expo" par deux Mariannes d'Or. En 1989 pour l'emploi et le développement économique, et en 1991 pour la formation professionnelle.

Issoudun s'affirme comme une ville résolument tournée vers l'avenir. Parmi nos réalisations récentes : une piscine à vagues, un centre de la forme, trois parcs urbains, une patinoire, une médiathèque, le développement de la saison culturelle et du conservatoire de musique, l'extension du musée St-Roch et la construction d'un espace pour l'art contemporain, mais aussi des logements sociaux au cœur de la ville, un formidable programme de rénovation, reconstruction des écoles, collèges et lycées, une politique de la santé... Et puis, peut-être, ce qui donne à Issoudun valeur d'exemple : le Formapôle regroupant un Palais d'exposition, des sports, des spectacles, une Maison de l'emploi et de la formation, un centre AFPA et un IUT.

La Maison de l'emploi accueille en un même lieu le Centre d'information et d'orientation, l'ANPE, la Permanence-accueil-information-orientation, le Carrefour et le point Jeunes et les Services psychotechniques de l'AFPA. Il en est ainsi fini des allées et venues souvent dissuasives aux quatre coins de la ville.

Autre réalisation qui fait d'Issoudun une ville universitaire : l'IUT, avec son département technique de commercialisation export et, demain, un autre département. De grandes réalisations qui font toute notre fierté.

André Labarrère
Au pied des Pyrénées
Pau

Depuis 1971, notre objectif n'a pas varié : faire de Pau le leader des pays de l'Adour dans le cadre d'un programme global 1995-2001 qui a dû être adapté, au cours des années, aux modifications sociales et économiques du pays. Notre but commun est de donner à Pau l'image d'une ville dynamique, verte, solidaire, où les conditions de vie seront les meilleures possibles ; donner à Pau, par des actions concertées, la place qu'elle doit avoir dans l'Europe du Sud.

Les entreprises, les associations, les organismes publics, le peuple palois tout entier réuni travailleront au développement économique de Pau en attirant de nouvelles entreprises et en augmentant l'attractivité de la ville, au maintien et à la création d'emplois, au réaménagement de son cadre de vie, de ses quartiers anciens et de ses espaces publics, à la défense de son environnement, au développement de sa politique culturelle et sportive et à la mise en valeur de son patrimoine historique, à des actions sociales et concrètes en faveur des exclus, des démunis et des handicapés, à maintenir enfin la place prépondérante de son université et de sa politique d'enseignement.

Nous voulons tous construire une ville d'avenir qui préservera son caractère de ville-jardin, une cité solidaire à l'écoute de tous, dans le dialogue, la concertation et le respect de l'autre.

L'an 2000 approche et nous devons préparer ensemble le Pau du XXI[e] siècle, capitale des pays de l'Adour.

VILLES ET CULTURE - MUNICIPALES 95

CULTURE ET CITOYENNETÉ

Autour du manifeste "500 villes pour la Culture", un journal a été présenté à la presse jeudi 1er juin en présence de Frédérique Bredin, secrétaire nationale à la Culture, et Catherine Tasca, responsable du comité de soutien de Lionel Jospin.

Que des élus et responsables politiques socialistes s'expriment sur la culture avec autant de force et de clarté est, somme toute, banal, mais représente aussi une grande nouveauté.

Comme le soulignent dans leur dialogue Jean Lacouture et Catherine Tasca, l'Histoire est là pour rappeler qu'au moins depuis le Front populaire, en passant par la Résistance et la Libération -et les communistes furent des pionniers dans les villes de la ceinture rouge- la gauche, la culture et la ville se conjuguent. Banal, mais nouveau aussi. Depuis le désarroi de la défaite de mars 93 et, surtout, devant la gravité des problèmes, la confusion que peut entretenir dans les esprits une politique de consensus mou, à laquelle s'ajoute le pouvoir grandissant de la droite, une expression aussi forte et aussi massive était indispensable. C'est, pour nous, à la fois une réponse aux situations locales et un élément fondateur pour l'avenir.

Frédérique Bredin, Catherine Tasca, mais aussi Yannick Guin, maire-adjoint à la culture de Nantes, et de nombreux élus l'ont rappelé avec force : les politiques culturelles locales participent à la citoyenneté et permettent d'aborder "l'incontournable confrontation de la fracture sociale".

Comment desserrer l'étau dans lequel nous nous trouvons et financer des projets novateurs alors que la quasi-totalité des régions et la grande majorité des départements sont dans les mains de la droite ?

Comment agir et travailler, forcément à contre-courant, à la marge dans une société aussi émiettée et où l'Etat -malgré le 1 %- ne suit plus ?

Comment parler d'exception culturelle et de cultures nationales, si le cinéma de centre-ville ou de quartier disparaît au profit du "multiplexe" à la périphérie, si les librairies étouffées par des loyers excessifs ferment, si la télévision régionale ne remplit pas son rôle et si aucune organisation intercommunale ne permet à des jeunes artistes de se produire ?

L'Histoire et les discours ne suffisent plus. C'est à l'imagination et à l'action collective de prendre le relais.

Dans nos villes, mais aussi dans tout le pays et avec nos amis des autres pays d'Europe, c'est ce que nous allons faire !

Roger Tropéano

IVG : LA LOI DOIT ÊTRE RESPECTÉE

A l'automne 1993, Mme Codaccioni dédiait son rapport sur la famille à la Vierge Marie avec, en exergue : «le fruit de vos entrailles est béni».

Qui s'étonnera aujourd'hui, quelques jours après sa nomination au secrétariat d'Etat à la Solidarité entre les générations, qu'elle lève le masque sur ses véritables sentiments à l'égard de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Derrière des propos qui se veulent rassurants, comment ne pas voir ressurgir le danger d'une remise en cause de ce droit essentiel des femmes, durement conquis, à disposer de leur corps.

Non, Mme Codaccioni, les femmes n'ont pas besoin «d'être éduquées à la vie», elles n'ont pas de leçons à recevoir en la matière. Elles savent mieux que quiconque que l'avortement est un ultime recours, qui doit le rester, mais qu'il faut en revanche développer sans cesse les campagnes d'information sur la contraception en s'appuyant sur les réseaux existants, notamment le planning familial. Et plutôt que de vouloir mettre en place «des structures de remplacement» après la disparition du planning familial dans le Nord, les amis de Mme Codaccioni qui dirigent le conseil général de ce département auraient été bien mieux inspirés en ne supprimant pas les subventions jusqu'alors accordées à cette association qui lutte, depuis sa création, pour la dignité et le droit des femmes à disposer d'elles-mêmes.

2 juin 1995

Communiqué de Martin Malvy, président du groupe socialiste

Martine David, députée du Rhône • Véronique Neiertz, députée de Seine-st-Denis • Ségolène Royal, députée des Deux-Sèvres • Claude Bartolone, député de Seine-St-Denis • Laurent Cathala, député du Val-de-Marne.

SERVICE PUBLIC

Un patrimoine menacé

A l'Assemblée nationale, Paul Quilès interpelle le gouvernement sur sa politique de défense du service public en Europe et sur l'avenir de France-Télécom.

En organisant les importantes grèves des 30 et 31 mai dernier, les salariés des principaux services publics ont d'abord voulu manifester leur attachement à cette forme d'organisation de nos fonctions collectives, garante de la cohésion sociale à travers l'égalité des usagers, la continuité des prestations et la péréquation des tarifs. Ils ont exprimé leur hostilité à l'égard d'une déréglementation incontrôlée au plan mondial, européen, mais aussi en France, déréglementation qui risque de conduire à une destruction de nos grands réseaux. Ils ont également dit "non" à la privatisation de leurs entreprises, qui doivent rester les fleurons du patrimoine public.

Face à cette mobilisation massive, que compte faire le gouvernement ? Lors de sa déclaration de politique générale, M. Juppé a dit et répété qu'il comptait défendre le service public en Europe. Or voilà maintenant six mois que la France préside l'Union européenne. Qu'ont-ils fait, lui et ses amis du précédent gouvernement, pour promouvoir ou défendre le service public ? Pour ce qui concerne l'avenir, il serait bon qu'il puisse nous préciser les initiatives qu'ils comptent prendre en ce sens. Ont-ils l'intention, en particulier, de reprendre le projet de Charte européenne des services publics préparé par le gouvernement de Pierre Bérégovoy et dont nous avions reparlé à M. Balladur, en la présence de l'actuel Premier ministre, en janvier 1995 ?

Le problème se pose de façon tout aussi cruciale pour France-Télécom. Tout le monde parle de l'avenir de cette grande entreprise publique, créée en 1990 au terme d'une réforme réussie, qui a su moderniser le service public tout en respectant le statut des personnels. Tout le monde en parle... sauf le gouvernement (qui a d'ailleurs fait disparaître le terme "télécommunications" du nom de ministère de tutelle... ce qui constitue une première !) Et nous n'oublions pas que de mauvaises intentions et de mauvaises méthodes ont conduit à deux reprises à l'échec, en 1987 et fin 1993.

C'est pourquoi il serait souhaitable que le gouvernement précise s'il a l'intention d'organiser au Parlement le débat d'orientation sur l'avenir de ce secteur -débat que j'ai réclamé en vain au prédécesseur de M. Juppé l'an dernier.

Ce serait une façon d'illustrer l'intention affichée de revaloriser le rôle du Parlement et surtout de préciser l'avenir du "service public à la française" auquel les socialistes tiennent tout particulièrement.

Paul Quilès
député de Carmeaux (Tarn)
ancien ministre

DROITS DES FEMMES

Une inquiétante remise en cause

Lorsque les politiques vivent une période de doute ou, pour le moins, cherchent un éclairage original, des idées, des pistes de travail, il est courant de les voir appeler à la rescousse des philosophes, des sociologues, voire des psychiatres ou des psychanalystes.

Ainsi, Edgar Morin, Alain Minc, Michel Crozier, Michel Serres et tant d'autres ont fourni ce matériau qui se place entre la réflexion, l'analyse d'action, la prospective, l'expérience ou le rêve. Peu de femmes -faut-il s'en étonner- ont été appelées à s'exprimer. Et pourtant une lecture -dense en quantité et en qualité- mériterait notre attention. Il s'agit du remarquable ouvrage de Susan Falludi, «Back ladge», que l'on peut traduire en français par «retour de bâton», tout un programme en vérité dans nos sociétés européennes civilisées !

Cette américaine analyse les effets que l'on peut mesurer aujourd'hui aux Etats-Unis, de la vague de libération des femmes des années 1960. Le constat est clair avec ses points positifs et ses points d'inquiétude et l'on peut extrapoler sans trop de peine sur la situation des femmes en Europe et en France.

Je l'aborderai sous trois angles assez classiques mais qui méritent un éclairage particulier au moment du retour de la droite au pouvoir en France. L'inquiétude de bien des femmes et d'un certain nombre d'associations féminines est grande lorsque Mme Codaccioni, ministre de la Solidarité entre les générations, déclare être pour un salaire parental (bien sûr, pas du tout destiné aux femmes ! ...) de libre choix, insiste-t-elle. Pourquoi cette précision si cela va de soi ?

Comment ne pas s'inquiéter de la notion d'accès ou de retour à l'emploi (question à laquelle le gouvernement précédent -de droite souvenons-nous !- n'avait pas su répondre), pour ces femmes qui peuvent trouver une solution momentanée aux problèmes de garde de leurs enfants ?

C'est là et à ce moment que se noue pour les femmes l'équilibre, présent et à venir, de leur propre vie et de notre société.

Combien en ai-je vu de ces femmes, jeunes ou moins jeunes, dans mes permanences d'élue, qui avaient «choisi» de se consacrer exclusivement à l'éducation de leurs enfants, et qui se retrouvaient, après un décès ou un divorce, soudainement des «cas sociaux».

Notre pays vit à raison d'un divorce pour deux mariages qui durent. Les femmes connaissent ces chiffres et savent que cela peut leur arriver. La démarche d'activité professionnelle pour une autonomie économique est entrée -que cela plaise ou non- dans les têtes et dans notre culture. D'ailleurs, les trois-quarts des femmes de moins de 35 ans sont inscrites dans la vie active, entendent faire un parcours professionnel et, de plus en plus souvent, ont l'ambition de faire carrière. Mais elles veulent aussi être heureuses, fonder une famille, avoir les enfants qu'elles souhaitent, et là le recours à la contraception, et en cas d'échec de celle-ci, à l'IVG, est plus que jamais nécessaire.

Que penser d'une ministre qui a regardé, lorsqu'elle était députée du Nord, la fermeture partielle du centre de planification de ce département ?

Absence de service -en particulier aux plus jeunes femmes- et licenciement des salariées sont à mes yeux deux graves préjudices. Je prétends pour ma part que la loi française doit être respectée et que, dans ce domaine, ne peut être pris en compte le sentiment personnel de la ministre.

Michèle André
secrétaire nationale du PS aux Femmes et à la Mixité

DÉBAT DE POLITIQUE GÉNÉRALE SUR LA BOSNIE :
RÉPONSE D'HENRI EMMANUELLI À ALAIN JUPPÉ

ÉPARGNER LE SANG DU MONDE

Je pense à ces jeunes gens qui sont allés mourir en ex-Yougoslavie pour la France dont ils portaient les armes, pour la défense de la paix, pour sauver des femmes, des vieillards et des enfants. Ils ont été assassinés -un à un- par la folie barbare de quelques hommes, tués lâchement par des tireurs isolés à qui des pseudo gouvernants ont donné l'ordre méprisable de verser le «sang du monde» ; je crois que la France, leur patrie, ne peut «assumer», contrairement à ce qui a été dit, leur perte.

Aucune vie n'est sacrifiable, aucune mort n'est explicable dans un pays en paix. Chacune est une tragédie collective. Nous ne devons pas nous résigner à les accepter comme la contrepartie fatale de notre volonté de négociation. Cette banalisation ferait le jeu de ceux qui ne veulent voir en nos contingents qu'une des parties prenantes de ce drame sanglant. Ce serait une défaite de la raison. Celui qui tue un soldat de la paix n'est pas un belligérant.

C'est un meurtrier. Car il existe en ex-Yougoslavie un clan qui considère que les boucliers humains, la famine, les bombardements de civils, les viols, la torture, la purification ethnique sont licites. Il y a des victimes et il y a des bourreaux, des criminels. Notre murmure diplomatique ou notre insuffisante indignation feraient de nous leurs complices. Il faudra que la communauté des nations s'en souvienne le jour venu et punisse les responsables de ce que Jean-Michel Boucheron a appelé de «nouveaux Guernica».

Appliquer le plan du groupe de contact

Trois scénarios se dessinent.

1) Une intervention massive contre les Serbes. Hormis quelques «va-t-en-guerre», nul ne doit avoir honte de renoncer à internationaliser un nouveau conflit dans les Balkans qui, pour que cessent les atrocités, multiplierait les cadavres et conduirait au chaos.

2) Un retrait de nos troupes et de celles de nos alliés. Il suppose une levée de l'embargo sur les armes au profit du seul gouvernement bosniaque, auquel on voit mal l'ensemble des membres du conseil de sécurité se résoudre. Il implique un ravivement du conflit et, au bout de quelques mois, un nouvel engagement, dans des conditions défavorables, aux côtés des autorités légitimes de la Bosnie qui ne pourront résister à la pression des Serbes.

3) Lier l'action diplomatique à la pression militaire en diminuant la vulnérabilité de la Forpronu, en la regroupant et en lui donnant un plus grand droit de riposte. Non pour en faire une force de manœuvre, ce qui serait un contresens politique et une illusion tactique, mais afin de dissuader ceux qui veulent s'en prendre aux casques bleus. La création d'une force de réaction rapide doit donc être considérée comme un élément positif pour créer un rapport de force, isoler les belligérants les plus agressifs, puis les faire revenir à la table des négociations.

Ainsi sera appliqué le plan du groupe de contact qui doit beaucoup aux initiatives françaises et prévoit une république fédérative de Bosnie permettant, par la négociation et le règlement politique, la coexistence pacifique sur un même sol de trois communautés qui ont des droits équivalents à y vivre et la viabilité d'un Etat qui, à bien des égards, a été reconnu avant même d'exister. Cela suppose une action moins équivoque des Etats-Unis et la neutralité des Russes. Cela exige une plus grande implication, mais aussi un meilleur contrôle des frappes de l'Otan.

Un droit d'ingérence humanitaire

Toutefois on ne peut confondre des symptomes ponctuels et l'origine réelle du mal dont souffre la communauté des nations. Il est commode de faire porter l'essentiel de la faute ou de la responsabilité sur les Nations Unies.

Or, l'Onu n'est que le fidèle reflet de la politique des Etats qui en sont membres, de leur indécision, de leur impuissance. Elle n'a pas été créée pour régler des conflits intra-étatiques, mais des guerres inter-étatiques. Pour que la nature et les pratiques onusiennes s'adaptent aux temps modernes, les socialistes discernent quatre pistes de réflexion.

Les droits de l'homme ne doivent plus être subordonnés au respect des souverainetés nationales, mais, pour que cessent des opérations de purification ethnique, des massacres ou des génocides, devenir le fondement juridique d'un droit d'ingérence humanitaire et démocratique.

La représentativité du Conseil de sécurité est insuffisante. Le mutisme de la Chine, le besoin que nous avons des Allemands, le poids du Japon, les protestations d'ensembles géopolitiques qui ne sont pas conviés à participer à l'édification d'un droit de la planète, nous invitent à modifier le système hérité de la seconde guerre mondiale.

Il faut à l'Onu des moyens qui lui soient propres. Les nations les plus puissantes du globe, parmi lesquelles l'Union européenne en tant que telle, pourraient tenir à disposition de l'organisation des forces de secours, d'urgence, militaires ou de police avec leurs moyens organiques et leurs états-majors. La cohérence de ces forces, leur professionnalisme dans le maintien de la paix, permettraient de leur octroyer de larges délégations de commandement.

Il faut enfin à l'Onu des moyens financiers suffisants, fondés par exemple sur la taxe sur les mouvements internationaux de capitaux qu'avait évoquée Lionel Jospin.

Mettre sur pied une structure commune de défense

Pour l'immédiat, l'Union européenne doit réagir. Il faut prendre acte de notre paralysie collective dès lors que les Etats-Unis refusent de se sentir concernés. Ceci ne peut que nous amener rapidement à mettre sur pied une véritable structure commune de défense.

Politiquement il faut considérer que, demain, le conflit pourrait s'étendre au Kosovo, à la Macédoine, à l'Albanie, à d'autres pays limitrophes et s'accompagnerait inévitablement de l'émergence d'un fondamentalisme musulman balkanique, de la naissance d'un activisme terroriste qui, par la suite, serait bien difficile à éradiquer.

Pour éviter cela, le développement économique, l'intégration que l'Europe peut proposer à ces nouvelles nations, dans le cadre d'un plan de paix, pourraient être les ferments impartiaux d'une réconciliation de l'ex-Yougoslavie toute entière.

Matamore au Palais-Bourbon

Accoudé à la tribune, un homme marmonnait à l'Assemblée nationale. Il semblait respecté et était écouté. Était-il seulement écoutable ? Il ne voulait pas seulement une «guerre». Il espérait «une victoire». Sabre au clair et baïonnette au canon, il voulait qu'on y aille. Jonglant avec les porte-avions, les largages de parachutistes, les salves de missiles, il attaquait, occupait, défendait l'ensemble des Balkans dans un tournoyant blitzkrieg d'hémicycle.

Sa bouche demandait l'intervention massive qui réglerait «tout», une fois pour toutes. Des milliers de jeunes Français devaient être lâchés dans la mêlée. Le sang ne coulait pas encore qu'on en sentait pourtant l'odeur. Réalités tactiques, poids de la France, opinion des alliés ? Broutilles.

Pression militaire et action diplomatique ? Balivernes, disait-il dans un grand sifflement de faux. «En matière militaire, il n'y a pas de ni-ni !». La nouvelle chambre bleue horizon apprécia ces paroles martiales. Le Premier ministre, d'un geste ému, salua Matamore. Il avait, dans son discours, dix minutes auparavant, dénoncé l'implacable imbécillité de ce genre de thèses, leur anachronisme belliqueux. Qu'importe... Jean-François Deniau, car c'était lui, se dirigea satisfait vers la presse. Il avait une autre bataille à livrer. Celle du «Vingt heures». Dans leur trou de combat, dans leur poste de garde, là-bas à Sarajevo, légionnaires et marsouins attendaient la nuit. Les tireurs embusqués aussi.

MAJ

GÉRARD FUCHS

RETOUR D'ALGÉRIE

Trois jours passés à Alger, dans le cadre d'une mission du Parti des socialistes européens (PSE), à rencontrer responsables politiques et associatifs et Français de l'étranger, me laissent un mélange indéfinissable d'espoir et d'inquiétude.

L'espoir nait de l'éveil politique et du courage de la population algérienne. Jamais autant de partis, d'associations de femmes ou de jeunes, n'ont fleuri avec une telle vitalité, une telle volonté de mettre fin à trente ans de régime militaire et de parti unique, tout en s'opposant au totalitarisme théocratique qu'incarnent les mouvements intégristes.

La manière dont a été rejeté, à la dernière rentrée scolaire, le boycott des écoles qu'avaient voulu imposer les intégristes, est admirable.

La volonté de continuer à vivre aussi normalement que possible, de la part d'une population soumise à plusieurs assassinats par jour et plusieurs voitures piégées par semaine, est impressionnante.

Mais l'inquiétude demeure devant le scénario politique qui est en marche. Le pouvoir semble décidé à organiser quoi qu'il arrive une élection présidentielle d'ici la fin de l'année. Les principaux partis, anciens (FLN, FFS, RCD, Ettahadi) ou nouveaux (L'Alliance nationale républicaine de l'ancien Premier ministre Reda Malek), s'entendent sur les conditions qu'ils mettent à leur participation : création d'une commission de vérification des listes électorales, ouverture des médias, tenue rapide d'élections législatives permettant un pluralisme de représentation que le résultat de la présidentielle ne permettra pas. Mais les divergences apparaissent et sont majeures quand à l'attitude à adopter face aux courants islamistes. RCD, Ettahadi, ANR excluent pratiquement tout dialogue avec eux.

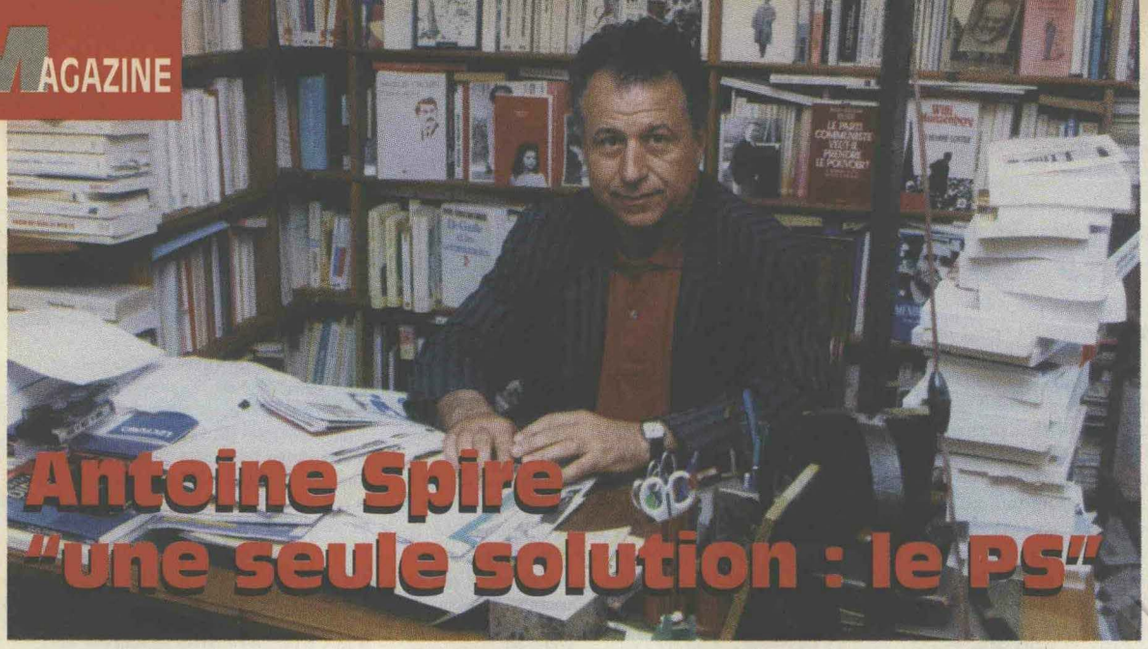
Les partis démocratiques signataires du "contrat national" élaboré lors des fameuses rencontres de Rome considèrent pour leur part qu'il n'est pas imaginable de tenir des élections si le niveau actuel de la violence ne baisse pas, ce qui suppose d'intégrer le FIS, ou des éléments du FIS, dans le dialogue.

Je rentre, pour ma part, plus persuadé que jamais qu'il n'y a pas de solution "éradicatrice" et purement militaire à la question de l'intégrisme. Celui-ci se nourrit d'une détresse économique et sociale à laquelle, dans le contexte actuel, il n'est pas possible d'apporter réponse.

Le dialogue de Rome est le seul chemin aujourd'hui ouvert qui puisse conduire le FIS à renoncer à la violence.

Mais les forces contraires sont puissantes car, du côté de l'armée, la violence du FIS est aussi une justification de son pouvoir...

Pour tous les démocrates que j'ai rencontrés en tout cas, la solidarité de l'extérieur et le dialogue sont essentiels. A nous de répondre à cette attente et de favoriser ainsi la transition démocratique nécessaire.



Antoine Spire "une seule solution : le PS"

Que faut-il faire pour reconstruire la gauche ? L'audimat doit-il déterminer la télévision ? Quelle forme prend la délation aujourd'hui ? Réponses d'Antoine Spire, producteur des "Voix du silence", la seule émission consacrée aux droits de l'homme dans l'audiovisuel français.

Vous êtes producteur de l'émission de France-Culture (1) "Les voix du silence", consacrée aux droits de l'homme...

Au départ, l'objectif de cette émission, née il y a onze ans, était de donner la parole à des intellectuels victimes, quelque part sur la planète -notamment en Amérique latine, en Afrique et dans les pays de l'Est- d'atteintes aux droits de l'homme et aux libertés. Liberté de pensée, d'expression ou d'organisation, puis, constatant qu'elles étaient inséparables, libertés économiques et sociales. Pendant la première période de cohabitation, j'ai infléchi l'émission avec des cas français. Pasqua était ministre de l'Intérieur et nous avons été amenés à prendre la défense d'étrangers qui commençaient à être inquiétés, le droit du sol étant déjà remis en question. Dans le paysage audiovisuel français, cette émission est aujourd'hui unique.

Je produis aussi certaines émissions du "Bon plaisir" (2) où j'essaie de conduire un écrivain ou une personnalité à affronter ce qu'ont été les charnières de son existence. Enfin, je collabore depuis 1976 à l'émission "Panorama" (3), qui rend compte de livres ou d'essais, sous forme de débat contradictoire, afin de donner envie de les lire.

Pourquoi dit-on que France-Culture est une radio pas comme les autres ?

C'est une radio qui a pour objectif de faire réfléchir. Donc qui prend son temps. Le temps d'expression à France-Culture n'est pas le même que sur les autres radios. Pour "Le bon plaisir", qui dure trois heures d'antenne, nous travaillons pendant 160 heures : préparation, enregistrement, montage, mixage et travail sur le son, qui nous intéresse beaucoup. Aller prendre des sons, c'est rendre compte d'une atmosphère pour que l'auditeur soit avec nous. Quand quelqu'un se déplace, on enregistre son souffle, ses pas. Le but est d'analyser rationnellement et, en même temps, de faire sentir affectivement.

Vous avez aussi réalisé "Les grands entretiens" pour la télévision...

Cette émission passait tard le soir, vers minuit. Avec deux collaborateurs, nous avons présenté les œuvres de Jean-Pierre Vernant, Pierre Bourdieu, Jacques Derrida, Michel Tournier et de bien d'autres. On avait une écoute très importante en pourcentage. Or, dès qu'Hervé Bourges a pris la direction de France 2, cette émission a été supprimée -à tort- au nom de l'audimat. C'est qu'à la télévision, quand elle est arrivée au pouvoir, la gauche s'est mise très vite dans les chaussures du régime qui l'avait précédée. Les dirigeants de chaînes ont surtout donné la parole à ceux qui jouaient des paillettes. Cette gauche-là a terni l'expérience de 81 à 93. Et si Jospin, malgré une campagne formidable, a échoué si près du but, je crois que nous le devons à ce handicap considérable.

Vous avez écrit "Ces enfants qui nous manquent" sur les enfants d'Izieu. Qu'est-ce qui vous a poussé à faire ce livre ?

J'ai voulu tout connaître de cette page d'histoire de la communauté juive française. J'ai fait une véritable enquête pour savoir comment un village avait pu réagir aux années de guerre. En gros, une attitude de rejet. C'est vrai que des Français ont sauvé des enfants. Mais 75.000 juifs sont morts, pour l'essentiel dénoncés par des Français. J'ai retrouvé trois des dénonciateurs. Lucien Bourdon, le principal d'entre eux, est aujourd'hui toujours vivant à Metz. Il va très bien, merci. Il a seulement été condamné à dix ans d'interdiction de vote. Là, il y a quelque chose qui ne va pas. Ma première émission, à la rentrée, sera consacrée à la délation aujourd'hui. J'ai eu en main des dizaines de dénonciations de familles d'étrangers faites par des directeurs et directrices d'école. Il arrive que des employés des PTT envoient des lettres à la police pour lui dire d'aller voir telle personne en situation clandestine. En France, aujourd'hui.

Vous avez été permanent du Parti communiste jusqu'en 1980, et vous avez quitté ce parti en 1982. Que vous reste-t-il de cette période ?

De l'engagement communiste, deux choses essentielles. La volonté de faire vivre la justice et la nécessité du combat contre les inégalités. J'ai appris ce que c'est qu'un travail collectif, une pensée collective et une action collective. Et puis je suis allé dans des centaines de foyers du monde ouvrier et sous-prolétarien, à Ivry, où je connais personnellement au moins la moitié de la population de 50.000 habitants. Ces liens personnels avec des gens qui ont des difficultés matérielles et morales m'ont fait comprendre ce que peut être la vie de ceux qui n'ont pas ma formation. Tout cela a approfondi encore mon ancrage à gauche. Je ne m'en départirai jamais.

Mais cette expérience m'a ôté une part de ma confiance, à savoir qu'on peut penser par soi-même. Le parti, par son refus du doute et de se remettre en cause, m'a engagé dans une soumission à une idéologie qui finalement portait atteinte à l'idéologie elle-même.

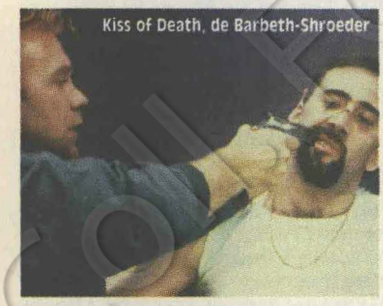
Que faut-il faire pour reconstruire la gauche ?

Ne pas s'enfermer dans le dogme et dans le culte des appareils. Ce que je souhaite pour la gauche française, c'est la possibilité que les grandes organisations comme le PS acceptent un vrai dialogue. Ce qui suppose qu'on puisse changer d'avis au terme d'une discussion avec des gens qui sont plus petits que vous mais qui ont parfois des idées plus pertinentes. Moins d'étroitesse et moins de culte des intérêts de parti. C'est-à-dire que des idéaux auxquels on a toujours cru peuvent être remis en cause par des gens qui ont voté pour Dominique Voynet, pour Arlette Laguiller ou même pour Robert Hue. Des gens qui peuvent se retrouver dans un grand rassemblement de gauche. Il reste qu'en fin de compte, le Parti socialiste incarne la seule possibilité pour une solution démocratique dans ce pays. Si l'on veut que ça change vraiment, je ne vois pas d'autre solution que de faire avancer et progresser le Parti socialiste.

Propos recueillis par Claude Poliak

(1) France-Culture (1) 42 30 19 19, le samedi de 10 h à 10 h 40.
(2) Le Samedi de 15 h 30 à 18 h 30.
(3) Chaque jour de 12 h à 13 h30.

Cinéma kiss of death


Kiss of Death, de Barbeth-Shroeder

Barbet-Shroeder, metteur en scène français issu des "Cahiers du cinéma", après "Barfly" et " Le mystère Von Bulow", tourne pour la quatrième fois aux Etats-Unis. Un thriller tendu de bout en bout, situé dans le milieu des voleurs de voitures de la banlieue new-yorkaise. Dans ce remake d'un film d'Henri Hattaway, un gangster (David Caruso, dont c'est le premier grand rôle, à la fois fragile et déterminé, un personnage attachant), devenu mouchard, est confronté à un tueur fou dangereux, Nicolas Cage, tout en muscles, déjà remarqué, entre autres, dans "Sailor et Lula". le scénario de Richard Price et le sens des décors de Shroeder, que ce soit l'impressionnant cimetière de voitures du générique ou la boîte de nuit "Baby Cakes", lieux de toutes les perditions, font de ce film un bon polar du samedi soir.

"LISBONNE STORY" de Wim Wenders. Commandé par la ville elle-même, il s'agissait, à l'origine, d'un documentaire sur lequel Wenders a inventé une fiction : Philippe Winter (Rüdiger Vogler), devenu chasseur de sons, se lance à la recherche d'un cinéaste disparu dans la ville blanche. Ses déambulations nous auraient enchantés si elles n'étaient encombrées d'un discours vindicatif contre la vidéo et de fastidieuses considérations philosophiques sur les images.

C.P.

Génération Chirac, mon œil...

Les médias, cela concerne aussi les enfants et les ados, les vôtres. Et la presse qu'ils fabriquent dans les lycées. C'est dans ces "fanzines" qu'ils s'expriment. Ils puisent leur inspiration dans les restes de l'underground comme "Fluide glacial", "Charlie" ou le nouveau "Cactus". Ou, pour les plus petits, dans "Mon quotidien", qui fête ses 30.000 abonnés de 10-13 ans... Ils ont soif d'information, mais pas n'importe laquelle. Leur ras-le-bol commence très tôt, la droite va vite le comprendre. Les ados lycéens, une "génération Chirac", vous plaisantez ? Ce qu'ils écrivent avec passion dans leurs fanzines, ce sont leurs révoltes, leurs problèmes, leurs critiques, leurs opinions. Ils manient l'humour et la dérision en pros. Ils revendiquent la liberté de leur presse. Par une circulaire de mars 1991, Lionel Jospin, alors ministre de l'Education nationale, la leur avait octroyée : une "liberté sans censure ni contrôle préalable".

Mais, depuis la circulaire Jospin, il y a eu Bayrou. Peut-être ne savaient-ils pas que c'était la droite. C'est plus net aujourd'hui. Les parents d'élèves de l'UNAPEL (enseignement privé), réunis en congrès à Strasbourg du 3 au 5 juin, leur montreront bientôt ce qu'est l'éducation.

La liberté de la presse pour des mômes, c'est un contre-pouvoir qui gêne certains proviseurs, l'administration et ces parents d'élèves. Contre les fanzines scolaires, une censure détournée, rampante, s'est créée pour les bâillonner. Histoire de ne pas perturber l'ordre lycéen, interdiction d'évoquer la politique, les municipales, à cause de la "paix scolaire", pas de publication d'un article anti-FN par trouille des skinheads à la sortie du bahut. La presse interne n'est pas censurée officiellement, mais il y a des pressions, des maquettes qui disparaissent, des photocopieuses qui tombent en rideau.

Une association de journaux d'ados existe, "J-Presse" (1). Les jeunes journalistes brimés ou censurés peuvent y demander aide et conseils. On les dirige souvent sur le "Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information" (Clemi), organisme de l'Education nationale qui tente de les défendre. Combien de temps durera-t-il ?

La galaxie de ces ados est autre que celle des adultes. Une étude Médiatrie montre qu'à 95 % ils écoutent la radio, pas la télé. Et pas "nos" radios. C'est "Fun" et NRJ, pour la musique (88 %), mais aussi pour le dialogue, les sujets sur la drogue, le sida, les préservatifs, la Bosnie, le racisme, le Front national, qui se retrouveront dans les fanzines. N'était leur Anastasie scolaire, nul doute qu'on y trouverait répercuté le "Ras l'Front" de juin qui publie la liste des 350 maires ayant parrainé Le Pen. Ces médias sont leur source d'infos, infusée quotidiennement et dont la culture ne procède en rien de la droite. Vous avez dit "génération Chirac" ?...

Jean Vermorel

(1) "J-Presse", 13 passage des Tourelles. 75020 Paris. 43 64 39 18.

A VOIR AUSSI

Dimanche 11 TF1-FR2	Résultats précis des municipales à partir de 22 h.
22h30 ARTE	"MOROCCO" de sternberg. Mythique : passion entre Marlène fatale et Gary Cooper légionnaire.
lundi 12 M6 20h45	"RIO BRAVO" de Hawks. Quintessence du western. Plus la fraternité chère à Hawks. Version longue, peu vue.
ARTE 20h40	"CHALEUR ET POUSSIÈRE" d'Ivory. Rapports de classe aux Indes et humanisme esthète par l'auteur de "Jefferson à Paris".
Mercredi 14 ARTE-20h40	"LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE" par Marie-Monique Robin. Cuba vu par ses propres archives. Remarquables documents aux images inédites.
TF1-20h45	"TOUS ENSEMBLE POUR AGIR". Les dons d'organes. Pour les 6 000 malades en attente.
jeudi 15 FR2-22h40	"LES INCONNUS DANS LA MAISON" d'Henri Decoin. En 1941, c'était un pamphlet. Reste un classique Simenon adapté par Clouzot, sur l'hypocrisie bourgeoise, formidablement joué par Raimu.

le mot des lecteurs

le principe de subsidiarité

Quand on déclare une guerre, il faut se donner les moyens de la gagner ! Or les mesures proposées par Alain Juppé pour vaincre le chômage sont, notamment, inadaptées, insuffisantes, non financées, injustes et électoralistes.

Inadaptées :

- quelles garanties avons-nous que l'embauche de chômeurs de longue durée (contrat initiative-emploi) ne va pas se traduire par des licenciements ? On n'a rien entendu qui permette de réduire massivement le chômage, comme la réduction du temps de travail ou la reconstruction des banlieues en difficulté. Aucune contrepartie n'était demandée aux employeurs par Alain Juppé avant l'adoption de la formule du «donnant-donnant».

Insuffisantes :

- ces mesures sont insuffisantes pour relancer l'emploi dans le domaine du logement, par exemple, où le gouvernement pare au plus pressé avec 10 000 logements supplémentaires,

- aucun engagement sur le nombre de chômeurs, dans un premier temps, par le Premier ministre, avant de se contenter d'un pronostic pour les trois années, inférieur à celui d'Edouard Balladur,

- le coup de pouce au smic de 3,9% sera limité si on le rapproche de ceux intervenus en 1974 (7%) et en 1981 (10%).

Non financées :

- évoquer des besoins dans les domaines des emplois de proximité, de la sécurité ou de l'environnement ne suffit pas si l'on ne fait pas en sorte que ces besoins puissent être satisfaits financièrement.

Injustes :

- la hausse de la TVA, évoquée après la déclaration de politique générale, aura un effet négatif sur la consommation.

- l'exécutif décide de lever l'impôt à la place du pouvoir législatif.

Electoralistes :

- Les mesures comme la revalorisation des retraites ou le mini coup de pouce au smic au 1er juillet sont annoncées avant les élections municipales et les décisions impopulaires, comme la hausse de la TVA ou les réformes fiscales, le seront après.

En ce qui concerne les récentes grèves du service public (EDF-GDF, Poste, France-Télécom, SNCF), le gouvernement s'est arrangé pour que l'Europe soit, pour l'essentiel, mise en cause, alors que la déréglementation est la conséquence de l'ultra-libéralisme cher à Madelin et à certains membres de l'Union (dont la Grande-Bretagne). La solution en vue est de s'appuyer sur le principe de subsidiarité prévu par le traité de Maastricht de 1992 (pour corriger le marché unique de 1986) qui veut qu'une question mieux réglée au niveau national doit le rester et ne pas faire l'objet d'une directive européenne.

A. Sillam
77 - Noisiel

Réfléchir et informer

Nous allons passer un «certain temps» dans l'opposition. Profitons-en pour travailler, glaner des idées, faire des propositions, et ainsi reconquérir les électeurs perdus, au lieu de nous diviser comme nous l'avons fait par le passé. Deux idées :

- Pourquoi le Parti socialiste n'organiserait-il pas une large réflexion sur des thèmes importants : emploi, santé, éducation, Europe, immigration, environnement, etc! à raison de un par semestre, à l'intérieur de chaque section et fédération.

Des suggestions pourraient ainsi remonter de la base qui, de ce fait, participerait à l'élaboration des programmes futurs (ce serait la participation active des militants, ça changerait !)

- Il faut informer les citoyens. Faites un sondage ! Je l'avais fait quand j'étais encore enseignant, il y a deux ans. Vous vous apercevrez que très peu de Français achètent un quotidien ou un hebdomadaire d'information et qu'à peine 50% suivent les actualités à la télévision ou à la radio.

Il faut donc informer par des tracts en dehors des périodes électorales ; et cela régulièrement (un par trimestre) avec, au recto, les propositions socialistes sur des sujets divers et, au verso, la dénonciation des mauvais coups que le gouvernement de droite ne manquera pas d'asséner aux Français et que les médias tairont.

Notre hebdomadaire Vendredi pourrait être une excellente force de proposition pour tous ces articles. Ces tracts pourraient être laissés à l'initiative des fédérations ou des sections et distribués par les militants. Ce serait aussi un moyen de raccrocher nos nombreux militants perdus et d'en convaincre d'autres. Si nous sommes actifs dans le combat, nous gagnerons des sympathisants, des adhérents et des voix !

Michel Bourlon
02 - Tergnier

COUP de CŒUR et de CROC

LES CHIFFRES DES LETTRES

Les femmes lisent plus que les hommes : en France, 76 % lisent au moins un livre par an, 23 % en lisent plus de 25 (22 % d'hommes), 66 % lisent le soir avant de dormir (57 % d'hommes). Une enquête de la SNCF prouve que ce sont les femmes qui, à 69 %, lisent des livres dans le train, tandis que les hommes (à 70 %) lisent la presse. D'ailleurs trois voyageurs(geuses) sur quatre lisent sur rail. Ceci est d'autant instructif qu'en huit ans, crise du papier et de la lecture obligent, la presse européenne a chuté de 7 %. Les Françaises vont-elles sauver la galaxie Gutemberg ?

L'AUGUSTE DE ROMAIN

Ce n'est pas l'empereur de Rome, mais le clown. Curieuse pièce de Romain Weingarten dans un décor de vieux cirque (1). Le clown-héros s'appelle Auguste Chipette et se fait flinguer par son Loyal. La grande salle de la "Colline" devient un chapiteau avec Gildas Bourdet. Le même théâtre prépare pour la rentrée la première fiction en pièce de Robert Badinter. C'est le procès et la prison d'Oscar Wilde, trop homo pour être victorien. Le titre "C 33" est le numéro de la cellule de Wilde.

(1) "La mort d'Auguste". Théâtre national de la Colline, Paris 20e. Jusqu'au 18 juin.

ROMANS DE PAUVRES PATRONS

Les manageurs (américains pour l'instant, quoique Sulitzer...) trouvent que leur message patronal, leurs ennuis de businessmen, leurs tracas de dégraisseurs d'entreprise ne passent pas assez dans le bon peuple. Ils ont eu l'idée de "marketer" leurs malheurs par le biais du roman. Les livres de "management fiction" font un tabac. Dans "Le principe de richesse" de Daniel Quinn Mills, le ressort est de responsabiliser les employés pour accroître la productivité. Un bestseller de Goldratt "Le but" est le suspense d'un pauvre patron qui n'a que 90 jours pour éviter qu'on ferme sa boite. Le critique littéraire du "Process Engeniering" le trouve "haletant" et l'"Ere de la comptabilité" le compare à un polar de Chandler. 1,5 million vendus en dix-huit langues ! Le patron du "Management training Partnership", Malcolm Stern, lui, a pondu une trilogie romanesque dont le premier tome s'appelle "Le résultat financier". De quoi faire pleurer à Margot des larmes d'argent !

LE DÉLIRE DALI DE PERPIGNAN

Dali municipalisé pour le tourisme. Le maire CDS de Perpignan, J.-P. Alduy, en pleine "paranoïa critique", ne sait comment faire parler de lui. Sous prétexte que le peintre, de passage dans la ville en 1965, après une "résurrection mystique" a délire sur la "gare de Perpignan, centre du monde", il déjante à son tour, mettant la pauvre municipalité à l'heure dalinienne. Les touristes sont priés de voir des montres molles partout et de s'extasier sur les fils électriques surréalistes. Et Alduy de commander à une architecte des frises à base de rhinocéros, de hisser des statues de Salvador, de créer une "route dalinienne", d'obliger les commerçants à faire des "vitrines folles", d'organiser cet été (s'il est encore là), des "jeudis fous daliniens"... Les Perpignanais méritaient mieux. J.V.

Communiqués du bureau national du Parti socialiste - 7 juin 1995

Communiqué du Parti socialiste

Les chiffres du chômage du mois d'avril permettent d'évaluer le bilan du gouvernement Balladur en matière d'emploi, même si d'une manière générale les clarifications statistiques, qui n'avaient pas été reçues de son prédécesseur, restent, dans ce domaine, à obtenir d'Alain Juppé.

Deux chiffres et une tendance retiennent l'attention. Si en un an on constate une légère baisse des effectifs du chômage -de l'ordre de 60 000 personnes-, elle s'accompagne d'une progression réelle du nombre de chômeurs de longue durée et d'une précarisation galopante des emplois salariés.

Ce bilan révèle en outre un profond décalage avec l'intensité de la reprise économique mondiale d'une part, les retombées que l'on pouvait en attendre sur l'emploi et les prévisions de la droite d'autre part. Autant dire que le gouvernement Juppé devra pour combattre le chômage définir une politique plus innovante que celle limitée au CIE.

Malheureusement, l'annonce probable du relèvement du taux de TVA lors du prochain collectif budgétaire, l'accélération de la vente du patrimoine public pour réduire le déficit budgétaire, et l'incitation active à la déflation salariale par le jeu des exonérations de charges ciblées sur les bas salaires, témoignent finalement d'une inquiétante et réelle continuité avec les recettes du gouvernement Balladur, dont l'actuel Premier ministre était membre, il est vrai.

Erratum

L'ancien président de la Commission de Bruxelles ayant renoncé à se présenter à Bordeaux, il fallait lire page 5 (avant-dernière colonne) de notre numéro 252, "le système Juppé-Delmas" et non "Juppé-Delors"! Mais nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes... Nous les en remercions et leur présentons nos excuses.

USINOR SACILOR :

LA CONTINUITÉ BALLADUR-JUPPÉ

Lorsque Usinor Sacilor fut nationalisée en 1982, il s'agissait d'abord de préserver la sidérurgie française d'une catastrophe économique et sociale provoquée par la gestion désastreuse de quelques groupes privés. Non seulement cette nationalisation nous a permis de sauver ce fleuron de notre industrie, mais, de surcroît, cette entreprise est devenue leader européen et troisième groupe mondial dans son secteur. Aujourd'hui le gouvernement choisit d'annoncer sa privatisation pour distribuer au privé les bénéfices que l'intervention publique, donc les contribuables, ont permis, pendant les treize années précédentes, de réaliser.

Par là même, Alain Juppé enterre définitivement les promesses de rupture avec la politique de M. Balladur faites pendant la campagne présidentielle. Comme son prédécesseur, mais aussi comme M. Chirac, de 1986 à 1988, il reprend à son compte le credo du libéralisme économique qui veut toujours brader le patrimoine national pour financer les dépenses publiques, vendre en quelque sorte les meubles pour payer le loyer.

Il n'aura pas fallu longtemps pour que les repères sociaux chers à M. Séguin soient troqués contre les objectifs néo-libéraux de M. Madelin.

De plus, oubliant les engagements qu'il avait pris il y a tout juste une semaine devant la représentation nationale, le Premier ministre prépare une privatisation sans négociation avec les salariés ni accompagnement social préalable. Dans une telle situation, le Parti socialiste apporte son total soutien aux salariés d'Usinor Sacilor qui rejettent cette privatisation qui n'est dictée par aucun objectif industriel et refusent les conséquences qu'elle ne manquera pas d'avoir sur le plan social.

Des emplois pour l'école : une priorité pour l'éducation

Le Parti socialiste soutient l'action des personnels de l'Education nationale qui manifestent dans l'unité, ce mercredi 7 juin, pour défendre et revaloriser l'emploi.

Le collectif budgétaire prévu par le gouvernement doit dégager des moyens supplémentaires pour assurer dans de meilleures conditions la rentrée prochaine.

Avec les syndicats d'enseignants, le Parti socialiste exige :

- la réduction du recours aux heures supplémentaires et leur transformation en emplois permanents ;

- le règlement de la situation des maîtres-auxiliaires et tous autres personnels en situation précaire, menacés à chaque rentrée de se retrouver sans affectation ;

- la limitation des fermetures de classes qui surchargent les classes restantes, et rend plus difficile les parcours indivualisés pour les élèves en difficulté.

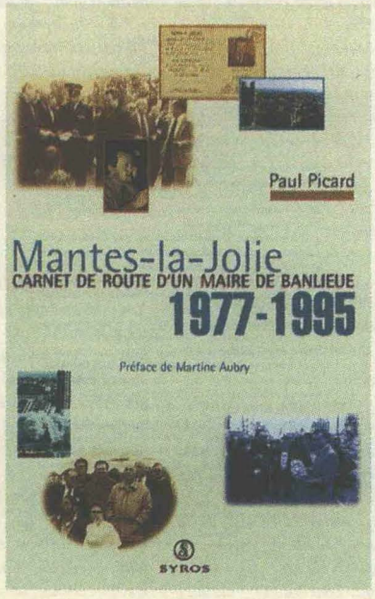
- l'amélioration du taux d'encadrement des étudiants dans l'enseignement supérieur, et d'abord dans le premier cycle universitaire.

Un service public d'éducation de qualité ne peut se concevoir sans une véritable loi pluriannuelle de programme budgétaire qui permettra de valoriser la mission éducative des personnels et d'assurer une rentrée dans de meilleures conditions que celles qui résulteraient de la loi de Finances pour 1995.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ
31 août
au 4 septembre
La rochelle

RETENEZ VOS DATES

pour tous renseignements tél. : 45 56 77 34



BON DE COMMANDE *(prix franco de port)*

Nom : .....

Adresse : .....

.....

commande l'ouvrage *Mantes-la Jolie, Carnet de route d'un maire de banlieue*

..... *ex X 79 F (à l'unité) =* .....*F*

Pour les collectivités (fédérations, sections, ...) :

Par 5 exemplaires *5 ex X 72 F = 360 F*

Entre 6 et 20 exemplaires : ..... *ex X 64 F =* ..... *F*

Entre 21 et 50 exemplaires : ..... *ex X 59 F =* ..... *F*

Au-delà de 51 exemplaires : ..... *ex X 50 F =* ..... *F*

Bon de commande à compléter et à retourner, accompagné de votre règlement à la librairie Syros, 9 bis rue Abel-Hovelacque 75013 Paris
En vente en librairie.

SERVICES PUBLICS

LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, GRANDE OUBLIÉE D'ALAIN JUPPÉ

Dans sa déclaration de politique générale, Alain Juppé a affirmé qu'il n'avait qu'un seul objectif : l'emploi. Si l'on partage naturellement cette préoccupation, force est de constater que les solutions avancées relèvent d'un classicisme confondant.

Ainsi, l'instauration des contrats initiative-emploi s'inscrit dans le prolongement d'une des démarches déjà engagées par les gouvernements de la gauche et dont les résultats, bien que positifs, n'ont pas permis d'inverser la tendance...

La priorité accordée à la lutte contre le chômage de longue durée et celui des jeunes est certes judicieuse. Mais cette prise de conscience semble d'autant plus intéressante qu'elle intervient au terme de deux ans de gouvernement de droite, au cours desquels le chômage de longue durée a progressé de plus de 35 %.

Quant à l'allègement généralisé des charges sociales sur les bas salaires, il nous paraît dangereux. D'abord le coût de cette mesure n'est pas chiffré. Ensuite, elle risque d'accroître sérieusement le déficit des comptes sociaux, pourtant d'ores et déjà préoccupant : 55 milliards par an depuis deux ans, contre 10 milliards par an seulement de 1988 à 1992.

La semaine de quatre jours

Surtout, elle part de l'idée selon laquelle le chômage serait le produit de coûts salariaux directs et indirects trop élevés, alors qu'il procède bien davantage, au-delà d'une certaine frilosité traditionnelle du capitalisme français, d'un développement de la productivité auquel la réduction du temps de travail apporterait une réponse bien mieux adaptée... mais il s'agit là de la grande oubliée du dispositif gouvernemental.

Il est tout à fait regrettable que la droite récuse la perspective de toute réduction du temps de travail hebdomadaire, prenant ainsi le risque de tourner délibérément le dos à l'avenir. Cette réduction du temps de travail correspond, en effet, à un mouvement historique, continu, observé dans tous les pays industriels développés.

Ce mouvement s'est d'ailleurs heurté, à chaque étape, aux mêmes préventions, aux mêmes résistances, opposées par les mêmes forces économiques et sociales. Il est à noter qu'il s'est toujours accompagné d'un maintien, voire d'une progression, du niveau de vie des salariés.

La réduction hebdomadaire du temps de travail représente à coup sûr la principale réponse humaine et sociétale à l'explosion des gains de productivité. De ce point de vue, la revendication de la semaine de quatre jours, présentée par les salariés d'EDF, doit être examinée avec sérieux et disponibilité.

Une logique qui gêne la droite

A l'inverse, la droite continue à tort de croire que seule une reprise économique forte et vigoureuse permettra de juguler le chômage, comme au bon vieux temps des années 60.

Pour nous, le retour à la croissance est certes nécessaire pour assurer les indispensables mécanismes de solidarité et de financement de la protection sociale. Mais s'il est nécessaire, il restera néanmoins largement insuffisant pour régler le problème de l'emploi. Chacun sait en effet que même une croissance régulière de plus de 3 % l'an permet à peine la stabilisation de la courbe du chômage, à durée de temps de travail homogène.

Il nous faut inventer d'autres activités, imaginer d'autres carrières professionnelles, d'autres filières. Ce ne sera possible que grâce à une autre gestion du temps -du temps de vie, du temps de travail, du temps familial, du temps social, du temps de loisir- à une autre organisation du travail, conduisant à une autre façon de vivre et suscitant d'autres demandes collectives et sociales.

La réduction du temps de travail à 37 heures, à l'issue d'une première étape négociée, naturellement sans diminution de salaire, puis à 35 heures, se trouve au cœur de cette problématique. Lionel Jospin en avait fait l'une des propositions fortes de sa campagne.

Refuser cette perspective aujourd'hui, c'est rester sourd à une profonde aspiration de la société, à une nécessité sociale pourtant évidente, à l'aube du XXIe siècle, dans la quatrième puissance économique mondiale.

Une telle conquête suppose bien entendu une profonde redistribution des revenus, une mise à contribution des revenus non salariaux, spéculatifs et issus du patrimoine.

Un nouveau partage des gains de productivité au sein de l'entreprise, aussi. C'est à ce titre que la réduction hebdomaire du temps de travail obéit à une vraie logique de transformation sociale. C'est en cela surtout qu'elle gêne la droite et contrarie les intérêts qu'elle défend.

Or, plutôt que de développer une politique de justice fiscale, Alain Juppé s'attaque à l'impôt sur le revenu, soit par une réduction de sa progressivité, soit par une réfaction de son rendement au profit de la fiscalité indirecte plus injuste ; nous avons là le fil rouge qui explicite ce refus constant, persistant, d'ouvrir le chantier de la réduction du temps de travail, inséparable d'une profonde redistribution des revenus, conforme à la justice et à l'égalité.

Le gouvernement d'Alain Juppé, au-delà des déclarations d'intention, reste fidèle à lui-même. Prisonnier de sa majorité parlementaire, celle qui a adopté le smic-"jeune"et voté la remise en cause des droits des salariés à travers la loi quinquennale "sur l'emploi" -mais aussi des intérêts des forces sociales qui le soutiennent-, il se garde bien de s'attaquer à la source des inégalités de ce pays. Chasser le naturel il revient au galop.

Michel DEBOUT
secrétaire national
aux Affaires sociales

INTERNATIONAL

CHILI :

COMMUNIQUÉ DE GÉRARD FUCHS, SECRÉTAIRE NATIONAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES DU PARTI SOCIALISTE

Les généraux chiliens Manuel Contreras et Pedro Espinoza ont été condamnés à plusieurs années de prison par les tribunaux de leur pays. Ces officiers avaient organisé, le 21 septembre 1976, à Washington, l'attentat qui a coûté la vie d'Orlando Letelier, ancien ministre du président Allende. Cette décision rend justice à la mémoire d'un homme assassiné en raison de ses idées socialistes et de son engagement démocratique. Elle honore les institutions républicaines du Chili dont elle renforce la légitimité et l'autorité. Le Parti socialiste s'en félicite.

6 juin 1995

BOSNIE :

COMMUNIQUÉ DE GÉRARD FUCHS, SECRÉTAIRE NATIONAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES DU PARTI SOCIALISTE

Les socialistes se félicitent de la création d'une force multinationale de réaction rapide pouvant intervenir en Bosnie. Dans l'immédiat, cette création constitue un signal de détermination qui devrait contribuer à accélérer la libération des otages encore détenus. A moyen terme, la force devra être utilisée pour permettre un regroupement des éléments de la Forpronu dont la dispersion favorise la vulnérabilité et rend difficile toute politique de fermeté à l'égard des Serbes.

3 juin 1995

ALGÉRIE :

COMMUNIQUÉ DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DU PARTI SOCIALISTE

Le PS apprend avec une très vive émotion l'assassinat de deux Français aujourd'hui à Alger. Il s'incline devant leur mémoire, et adresse le témoignage de son attachement à leur famille ainsi qu'à la petite communauté, déjà si souvent et si durement éprouvée, des Français qui vivent en Algérie. Le PS condamne avec la plus extrême vigueur cette violence aveugle, que rien ne saurait justifier. Il rappelle que celle-ci ne peut en aucune façon contribuer à résoudre la crise dramatique que vit ce pays, et que seul le dialogue démocratique peut conduire à la solution du conflit.

7 juin 1995







1 LATITUDE CHRONO LEXON
Pour les amoureux des belles montres ! Ce chrono de haute technologie est équipé d'un mouvement à quartz. Sa solidité, son boîtier en acier brossé en font un objet de collection habillé et sport, à porter en toutes circonstances.
PRIX 855 F AU LIEU DE 1350 F
(offre spéciale lecteurs de Vendredi)

2 CLICK LIGHT
Cette lampe-torche en aluminium vous sera utile dans la voiture, au camping, ou dans la boîte à outils.
diamètre 2 x 16 cm
Livrée dans un coffret mousse avec piles.
PRIX 165 F

3 Ce porte-document au look recherché convient à tous types d'activités.
Il est moderne dans son design et d'une grande robustesse.
Il ne se déforme jamais grâce à ses coutures piquées à points serrés.
Dimensions : 39 x 29,5 x 5 cm
PRIX 249 F AU LIEU DE 340 F
(offre spéciale lecteurs de Vendredi)



4 Ce très beau set plume et bille est laqué couleur écaille. Le choix des matériaux, la qualité de la plume et l'élégance de la pochette en font un cadeau luxueux.
Et pourtant son prix est raisonnable.
PRIX 345 F

Une sem

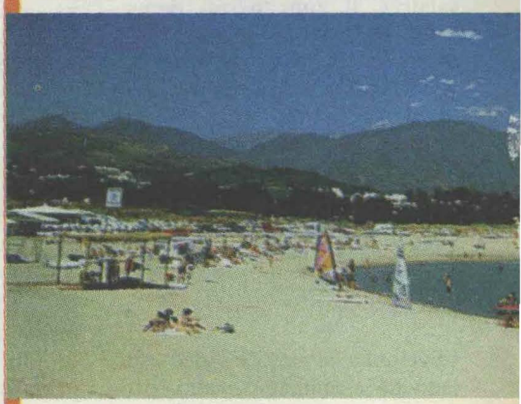
800 F* au lieu de 4500 F

prix-cadeau aux lecteurs de "Vendredi"

7 jours de rêve dans une résidence de luxe 5 étoiles, à Marbella au sud de l'Espagne.

Jouissez d'un confort exceptionnel dans un environnement sensationnel à Aloha Gardens.





**Tarif pour un couple. Ajouter 100 F par enfant. Valable pour la réservation d'un appartement du samedi au samedi. Ce prix ne comprend pas le billet d'avion (Paris-Malaga) et les repas. Vous pouvez choisir la date de votre semaine qui vous sera réservée pendant un délai maximum d'un an à compter du jour de votre réservation.*

Désignation des articles	Qtés	Prix unitaire

Participation aux frais d'emballage et d'expédition : 28,50 F

Total F TTC :

Mode de règlement choisi (merci d'écrire en lettres "bâtons")

☐ Par chèque bancaire ou postal **(chèque à l'ordre de CYBELLE)**

☐ **Carte Bleue** ⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊

Expire fin ⌊⌊⌊⌊ Signature

Nom : **Prénom :**

Adresse complète (indispensable pour livraison)

Ville : **Code postal :** **Tél. : (facultatif)**

Important : une facture acquittée sera jointe à votre colis.

Conformément à la loi informatique et liberté du 06/01/1978, vous disposez d'un droit d'accès et rectification pour toute information vous concernant sur votre fichier.

NOTRE CONTRAT CONFIANCE

LIVRAISON RAPIDE :
votre commande est traitée le jour même de sa réception. Vous la recevrez 8 jours après, dans la plupart des cas. Dans la limite des stocks disponibles.

SATISFAIT OU REMBOURSÉ :
Si pour quelque raison que ce soit l'article ne répondait pas à votre attente, nous vous prions de bien vouloir nous le retourner dans son emballage d'origine dans les 15 jours qui suivent sa réception. Vous serez remboursé en totalité, nous en prenons l'engagement formel.

QUALITÉ GARANTIE :
C'est le premier critère que Vendredi prend en compte lors de sa sélection. Tous nos articles sont garantis au minimum 6 mois et bénéficient de la garantie de notre service après vente.

Bon de commande prioritaire

à retourner sous enveloppe affranchie avec votre règlement à :

La Boutique de **Vendredi**

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07

LBDV14

Collection Jean-Jacques

aine de rêve à Aloha Gardens



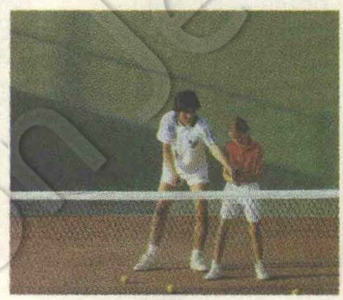


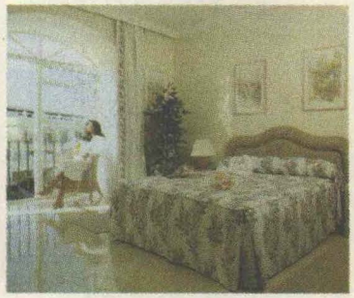
Aloha Gardens dispose de 3 piscines dont une couverte, 2 jacuzzi, gymnase, tennis, paddle, golfs, (dont un de nuit), une école de golf, jardin d'enfants, cafétéria, restaurant, salons, bibliothèque et billard.



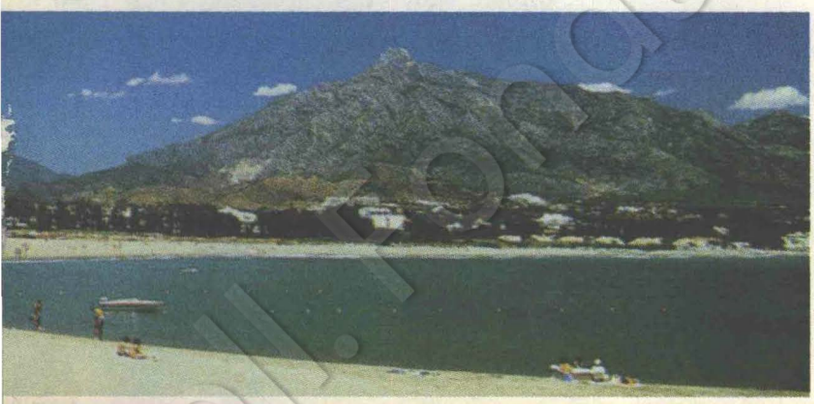


Notre nouvelle formule de vacances vous enchantera. Sur place, la direction vous accueillera pour vous présenter ce lieu magique et son complexe résidentiel nouveau et exemplaire.
Nous avons sélectionné les meilleures prestations afin que vos futures vacances restent inoubliables.
Aloha Gardens est situé dans l'endroit le plus formidable de la Costa del Sol, très exactement dans la vallée que l'on appelle "Paradis du golf", à Marbella, 3 mn en voiture de Puertos Banus, port de plaisance célèbre pour ses ambiances nocturnes et ses restaurants, sans oublier ses fontaines, ses cascades, la luxuriance de ses fleurs variées.





Les appartements aux sols de marbre sont équipés top niveau : cuisines dotées de four micro-ondes, lave-vaisselle, machine à laver le linge, télévision, magnétoscope, antenne parabolique et chaîne hi-fi. Confort maximum avec air conditionné.
Le service de ménage domestique est assuré. Un minibus peut être réservé pour vos déplacements dans les environs. Aloha Gardens fait partie des complexes les mieux équipés pour que vous puissiez profiter de vos loisirs.
Toutes les activités sont gratuites.



LA BOUTIQUE DE Vendredi

SUPER ! LE PRIX CADEAU

NOUS PARTONS DU SAMEDI..... AU SAMEDI.....

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : ..... VILLE : ..... CODE POSTAL : .....

TEL (INDISPENSABLE) : .....

ANNÉE DE NAISSANCE : M ..... MME .....

PROFESSION : M. ..... MME .....

NOMBRE DE COUPLES : ..... X 800 F .....

NOMBRE D'ENFANTS : ..... X 100 F .....

PRIX TOTAL .....

Mode de règlement choisi (merci d'écrire en lettres "bâtons")

☐ Par chèque bancaire ou postal (chèque à l'ordre de CYBELLE)

☐ Carte Bleue ☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐

Expire fin ☐☐☐☐ Signature

QUALITÉ CONFIANCE votre dossier est entièrement suivi par Vendredi

VOUS RECEVREZ LA CONFIRMATION DE VOTRE SÉJOUR AVEC PLAN D'ACCÈS ET DOCUMENTATION COMPLÈTE 15 JOURS APRÈS LA RÉCEPTION DE VOTRE COMMANDE

A RETOURNER À LA BOUTIQUE DE VENDREDI. 10, RUE DE SOLFERINO 75333 PARIS CEDEX 07.

pl.fonalon.free.fr

14

MILLIONS D'ÉLECTEURS ONT VOTÉ LIONEL JOSPIN

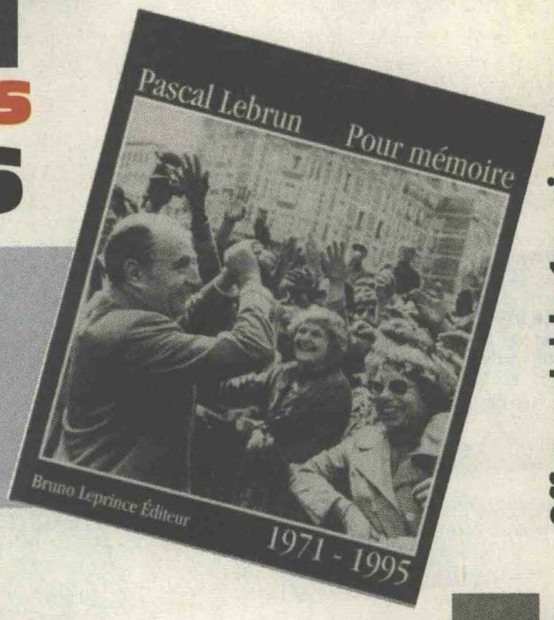
**«VENDREDI» votre journal,
a soutenu
de toutes ses forces
la campagne présidentielle
de Lionel Jospin.
Il faut, maintenant, assurer
son développement.
Il faut, maintenant, se donner
les moyens de réaliser
un grand hebdomadaire
socialiste, militant et ouvert,
pour animer
le débat d'idées.
Abonnez-vous !
Abonnez autour de vous
et offrez-vous le plaisir des yeux
et du cœur avec le très bel album
de photos "Pour mémoire".**

BIENTÔT

14

MILLIONS DE LECTEURS GRÂCE À VOUS

Renvoyez-nous 3 bulletins d'abonnement accompagnés des chèques correspondants, et vous recevrez l'album de photos* de notre ami Pascal LEBRUN : «POUR MÉMOIRE». (* PRIX PUBLIC 120 F)



Offre valable 1 mois

ABONNEZ-VOUS

Vendredi

Un an 280 F - Dom-Tom / CEE : 400 F - Autres pays : 600 F - institutions : 500 F

A lire sans modération

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au **service lecteurs de «Vendredi» 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 7** - Chèques à l'ordre de «Les nouvelles Editions de l'an 2000», Vendredi. Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse.

Nom..... Ville.....
Prénom..... Code Postal.....
Adresse.....
.....
1

Nom..... Ville.....
Prénom..... Code Postal.....
Adresse.....
.....
2

Nom..... Ville.....
Prénom..... Code Postal.....
Adresse.....
.....
3

Fondation Jean Jaurès